couv. rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:51 Page 2

EADI

12e Conférence Générale

RAPPORT DE CONFÉRENCE

GOUVERNANCE MONDIALE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nécessité de cohérence politique et de nouveaux partenariats

Genève08

24 - 28 juin

THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT

GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES

EADI

couv. rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:51 Page 3

THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT

GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES

L'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI) est le principal réseau professionnel dans le domaine du développement. Elle compte plus de 350 membres institutionnels et individuels dans 29 pays européens.

L'EADI a été fondée en 1975 dans le but de fournir un cadre adéquat à une collaboration et un échange d'information au niveau européen. Depuis février 2000, son Secrétariat est situé à Bonn en Allemagne.

L'EADI fait la promotion des études de développement en mettant l'accent sur la qualité en matière de recherche et de formation, l'échange d'information, le renforcement des réseaux de savoir au niveau régional et mondial, et en influençant les prises de décision dans le domaine de la coopération au développement tant au niveau national qu'au niveau européen.

Ses membres participent à 15 Groupes de travail thématiques qui mènent des études conjointes et interdisciplinaires. Ces Groupes organisent des séminaires, des projets de recherche et publient leurs résultats dans les publications de l'EADI. Tous les trois ans, une Conférence générale rassemble plus de 500 participants sur des thèmes mondiaux liés au développement.

Secrétariat de l'EADI
Kaiser-Friedrich-Strasse 11
D-53113 Bonn, Allemagne
Tél. : +49 (0) 2282618-101
Fax : +49 (0) 2282618-103
http://www.eadi.org

L'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève est issu du regroupement de deux établissements universitaires spécialisés dans les relations internationales et les études du développement et disposant d'une longue expérience dans la formation d'étudiants provenant du monde entier : l'Institut universitaire de hautes études internationales (HEI) et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), respectivement créés en 1927 et 1961.

L'Institut a pour mission d'offrir une analyse indépendante et rigoureuse des grands enjeux actuels et émergents du monde contemporain, avec le souci de promouvoir la coopération internationale et d'apporter une contribution académique au développement de sociétés moins favorisées. Il offre en particulier :

- des programmes d'études postgrades, les uns disciplinaires (droit international, économie internationale, histoire et politique internationales, science politique), les autres interdisciplinaires (affaires internationales, études du développement) ;
- une recherche institutionnelle concentrée sur des thématiques cruciales pour la gouvernance mondiale (commerce, conflits, migrations, environnement, santé,…) ;
- une offre de formation continue visant à satisfaire les besoins de savoir et de savoir-faire d'acteurs internationaux publics et privés.

Institut de hautes études internationales
et du développement (IHEID)
132 rue de Lausanne
CP 136 – 1211 Genève 21, Suisse
Tél. : +41 (0)22 908 57 00
Fax : +41 (0)22 908 57 10
http://graduateinstitute.ch

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 1

Sommaire

Avant-propos 2

Note du Président 3

Séance d'ouverture 4

Conférences publiques

Conférence « Dudley Seers » : La Terre, six milliards de personnages en quête d'auteur 6
Conférence publique 2 : Le lien entre migration et développement durable en Afrique 8
Conférence publique 3 : Crise alimentaire, biocarburants et droit à l'alimentation 9

Séances plénières

Séance plénière I : Gouvernance mondiale pour un développement durable : le défi de la cohérence politique parmi les organisations internationales 12
Séance plénière II : Peut-on rendre compatibles croissance économique et développement durable ? L'équilibre entre changement climatique et Objectifs du Millénaire pour le développement 15
Séance plénière III : Mobilisation de réseaux pour renforcer la gouvernance mondiale : les chercheurs, la société civile et le monde des entreprises 18

Séances parallèles

1.1 Niveaux de gouvernance et stratégies de subsistance des migrants 21
1.2 Equité, économie et écologie : nouvelles technologies, nouvelles menaces 21
1.3 Reconnaître la multiplicité des savoirs pour une meilleure gouvernance et un développement durable : les défis conceptuels et méthodologiques 23
1.4 Gouvernance mondiale, la CDAA et les mouvements de libération au gouvernement en Namibie, Afrique du Sud et au Zimbabwe 24
2.1 Coopération européenne au développement, horizon 2020 : questions émergentes en matière de politique de développement 26
2.2 Migration et développement : cohérence politique et véritables partenariats 28
2.3 Gouvernance mondiale et développement durable au Moyen Orient 28
2.4 La gestion des dons de la nature : les liens entre gouvernance, conflit et ressources naturelles 29

Ateliers, tables rondes, mini-symposium

Repenser les stratégies de réduction de la pauvreté : le rôle des politiques sociales 31
Présentation de services d'information et du savoir 31
Planifier l'avenir et gérer le changement au sein des instituts de recherche et des groupes de réflexion 32
Asymétries Nord-Sud dans les partenariats de recherche 33
Questions directes : le « Libre accès » 35

Communications présentées dans les groupes de travail 36

Liens internet 44

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 2

Avant-propos

L'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève accueillit la 12e conférence générale de l'EADI du 24 au 28 juin 2008. Celle-ci rassembla plus de 500 chercheurs et praticiens du développement en provenance d'une cinquantaine de pays. Le programme était riche et comprenait des séances plénières, des séances parallèles, des ateliers, des tables rondes, un mini-symposium, trois conférences publiques et 15 groupes de travail où furent présentées environ 180 communications.

Le thème de la conférence – *Gouvernance mondiale pour un développement durable* – fut choisi peu après la tenue de la conférence sur *Insécurité et développement* de Bonn en 2005. Cette dernière avait montré qu'à côté des guerres, guerres civiles et du terrorisme, d'autres maux menaçaient la sécurité humaine. La dégradation de l'environnement et les désastres écologiques résultant des activités humaines menacent notre planète et la survie de l'humanité. La pollution et les changements climatiques ne s'arrêtant pas aux frontières un pays ou même un groupe de pays ne peuvent à eux seuls y faire face. Une action et une coopération internationales sont nécessaires. La gouvernance mondiale était un thème privilégié pour une conférence se tenant à Genève, siège de nombreuses organisations internationales et non gouvernementales.

Se préoccuper de l'environnement n'est bien sûr pas une nouveauté mais ce qui est nouveau c'est l'urgence de l'action. Depuis qu'il avait été décidé de consacrer la conférence au développement durable, le changement climatique, la hausse du prix du pétrole et la crise alimentaire sont devenus de nouvelles priorités de l'agenda international et ont trouvé un écho dans les débats de la conférence. Cependant la croissance, les inégalités, la pauvreté, la sécurité, la participation démocratique, les changements du système mondial, les asymétries entre le Nord et le Sud et l'aide au développement demeurent des préoccupations pérennes comme l'ont démontré les discussions en séances et dans les groupes de travail. Récemment l'échec du cycle de négociations multilatérales de Doha dans le cadre de l'OMC et la crise du système bancaire aux Etats-Unis ont révélé qu'il était vital d'améliorer la coordination des politiques mondiales et que des institutions multilatérales puissantes étaient nécessaires pour éviter de retomber dans le protectionnisme et les dépressions économiques.

Le format et la durée de la conférence ont été quelque peu modifiés. Les groupes de travail ont gagné en visibilité. Trois séances leur avaient été réservées, plusieurs groupes se sont réunis quatre fois et même cinq fois pour l'un d'entre eux. Le nombre record de communications soumises atteste de l'intérêt des participants à divulguer et discuter leur recherche.

Une journée supplémentaire a été ajoutée en prologue des trois jours et demi du format traditionnel de la conférence. Il a permis d'intégrer des ateliers organisés par des instituts membres de l'EADI, une table ronde ainsi que des réunions de travail. Deux réseaux, le Forum européen de coopération internationale (EUFORIC) et le Réseau de recherche Europe-Afrique (EARN), ont choisi de se réunir à Genève en même temps que la conférence afin de pouvoir y participer.

Les participants venant du Sud ont été nombreux tant parmi les orateurs que parmi les auteurs de communications. Les efforts déployés ces trois dernières années pour raviver l'interaction entre les associations de développement de différents continents dans le cadre de l'ICCDA ont porté leurs fruits. Deux thèmes d'intérêt commun ont été identifiés, *Mégacités* et *Migration*, et deux tables rondes sur ces thèmes ont été organisées pendant la conférence.

De nombreux instituts membres de l'EADI ont contribué au succès de la conférence. L'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève était responsable de l'organisation locale de la conférence. Ce fut le premier grand événement international organisé sous l'égide de ce nouvel institut issu de la fusion de l'Institut universitaire d'études du développement, membre fondateur de l'EADI, et de l'Institut de hautes études internationales. Plusieurs autres instituts se sont portés volontaires pour organiser des séances parallèles, des ateliers ou tout autre événement. Que tous soient remerciés de leurs contributions. Des remerciements doivent aussi être adressés à l'Université de Genève qui a mis ses locaux à la disposition de la conférence à titre gracieux.

La conférence n'aurait pu avoir lieu sans soutien financier. La Direction du développement et de la coopération de Suisse a non seulement apporté la plus grosse contribution au budget de la conférence mais a également financé les activités préparatoires de l'ICCDA. L'Agence française de développement, le Ministère des affaires étrangères de Finlande et le Ministère des affaires étrangères et de la coopération d'Espagne ont également apporté des contributions substantielles. L'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social (IEDES) de Paris, l'Institut d'Etudes Sociales (ISS) de La Haye, le service de Formation continue de l'Université de Genève, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Taylor & Francis et le Canton de Genève, ont apporté un soutien plus modeste mais bienvenu. Je voudrais tous les remercier de leur générosité et d'avoir ainsi contribué au succès de la conférence.

Jürgen Wiemann

Vice-Président de l'EADI responsable de la Conférence générale

Directeur adjoint de l'Institut allemand de développement (DIE)

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 3

La note du Président

La 12e Conférence générale de l'EADI a été un grand succès et j'aimerai remercier tous les orateurs et participants qui, par leurs interventions ou questions pertinentes et provocatrices, ont rendu nos débats animés et stimulants. De nombreux thèmes débattus sont reflétés dans ce rapport mais dans cette courte note je voudrais revenir sur quelques conclusions importantes des séances plénières et des conférences publiques.

La première séance plénière était consacrée à la cohérence politique parmi les organisations internationales. La nature transnationale de nombreux défis actuels et l'interdépendance croissante des pays requièrent une meilleure gouvernance mondiale et de meilleurs mécanismes de redistribution. A l'heure actuelle un nombre restreint de pays dictent les règles. Toutefois, ce petit noyau de pays industrialisés est entrain de perdre non seulement sa légitimité mais aussi sa place due au glissement du pouvoir économique vers les marchés émergents (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Russie). La coopération des pays en développement et des pays émergents en matière de défis mondiaux pressants ne sera assurée que si les institutions de gouvernance économique mondiale se démocratisent.

« Peut-on rendre compatibles croissance économique et développement durable ? » était la question posée aux intervenants de la deuxième séance plénière. L'insuffisance de données macro-environnementales et de statistiques sur la dynamique longitudinale de la pauvreté limite l'analyse. En même temps, l'approche les Objectives du Millénaire pour le développement (OMD) et du développement doit être plus sophistiquée. L'interprétation des OMD reste trop partielle. Un changement de paradigme est nécessaire afin d'élargir la définition de la richesse et d'y inclure les biens publics. Cela implique de changer nos modes de consommation, en particulier consommer moins d'énergie au niveau national et international, mais pour ce faire il faut avant tout raisonner à l'échelle du monde, au-delà des cadres de référence nationaux.

La politique reste nationale, d'où la nécessité de mobiliser les citoyens et les réseaux pour faire pression sur les dirigeants politiques. La troisième séance plénière rassembla des représentants du monde des entreprises, du monde académique et de la société civile. Malgré leur diversité ces panellistes soulignèrent des problèmes communs : la difficulté de connecter différents niveaux d'action (le local et le mondial), différentes régions et différents acteurs.

Les trois conférences publiques abordèrent des questions d'actualité et controversées. Tariq Banuri nous demanda d'envisager la Terre comme étant un seul pays. Ce pays a toutes les caractéristiques d'un pays en développement. Il montra que les défis mondiaux, tel que le changement climatique, sont mieux à même de trouver une solution s'ils sont abordés en tant que problèmes de développement. Ndioro Ndiaye mit l'accent sur les liens entre migration et développement. Le dialogue entre pays d'origine et pays receveurs s'est amélioré mais il y a encore du chemin à parcourir pour que les deux parties soient gagnantes. Gilbert Etienne examina les causes structurelles de la crise alimentaire dont l'origine est l'indifférence manifestée vis-à-vis de l'agriculture ces dernières décennies. Il dénonça la cacophonie des dogmes actuels et se déclara en faveur d'une approche plus mesurée. Jean Ziegler examina la crise alimentaire sous l'angle d'un droit humain – le droit à l'alimentation. Il analysa les effets aggravants de la spéculation, de l'extension des biocarburants et des programmes d'ajustement structurel et plaida pour que les denrées alimentaires soient considérées comme un bien public.

Trois conclusions principales peuvent être tirées de la conférence. Premièrement, des problèmes de développement non résolus ou aggravés ont envahi le domaine des relations internationales et des politiques nationales – d'où la pertinence accrue de la recherche en matière de développement pour définir les politiques mondiales. Deuxièmement, dans la période actuelle de crises multiples, le besoin de gouvernance mondiale est plus pressant que jamais. Troisièmement, un changement de paradigme est nécessaire pour que le développement durable devienne une réalité.

Enfin, j'aimerai remercier tous les membres de l'EADI d'avoir approuvé le renouvellement de mon mandat de Président de l'association. Je me suis à nouveau porté candidat sachant que je pouvais compter sur le soutien infaillible du Secrétariat de l'EADI et d'une équipe efficace de Vice-Présidents. Le défi des trois prochaines années sera difficile mais sans nul doute stimulant. Les crises actuelles et le dysfonctionnement du système mondial ont ébranlé de nombreuses convictions. Nous avons atteint le tournant que je mentionnais il y a trois ans dans le texte suivant :

« Ma vision est que les études de développement et l'EADI ont un futur prometteur. Sur la base de leur héritage de plus de cinquante ans d'interdisciplinarité, les études de développement auront à nouveau un rôle crucial à jouer quand l'humanité tournera le dos aux excès de la globalisation actuelle qui subordonne le bien être de la société aux besoins de l'économie. Alors ce sera à notre domaine de spécialisation de trouver un rythme plus raisonnable de changement économique et social et d'aider à mettre en œuvre un modèle de développement pour notre planète qui soit à la fois socialement équitable et écologiquement durable. »

Un créneau s'est ouvert qui permet aux spécialistes du développement de faire entendre leur voix. Souhaitons à l'EADI d'être à la hauteur.

Jean-Luc Maurer
Président de l'EADI

Professeur, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 4

Séance d'ouverture

J.-L. Maurer J.-D. Vassalli J. Wiemann J. Streuli J. Forster

Intervenants :
Jean-Dominique Vassalli, Recteur, Université de Genève
Ambassadeur Jürg Streuli, Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
Jacques Forster, Vice-Président, Conseil de Fondation pour l'étude des relations internationales et du développement, Genève
Jean-Luc Maurer, Président de l'EADI et Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève
Président : Jürgen Wiemann, Vice-Président de l'EADI, Directeur adjoint, DIE, Allemagne

Professeur Vassalli

En tant que chercheur en biologie du développement, le Professeur Vassalli expliqua qu'il attachait une grande importance au développement durable. Il est convaincu que si l'humanité ne change pas le cours de son histoire elle excédera les capacités de la planète Terre. Les premiers à en souffrir seront les plus pauvres et les pays moins favorisés et ceci est inacceptable. Un système de gouvernance mondiale est indispensable. Il faut une rupture et changer la direction prise par notre développement.

Genève est un lieu approprié pour réfléchir à la *Gouvernance mondiale pour un développement durable* car c'est un lieu de rupture : la Réforme avec Calvin il y a 450 ans, la fondation de la Croix rouge avec Henri Dunant et la création du World Wide Web au CERN. Genève est aussi un lieu de dialogue. C'est le siège européen des Nations Unies et de plusieurs organisations internationales. C'est l'endroit du monde qui accueille le plus grand nombre de réunions internationales chaque année.

Finalement, Professeur Vassalli insista sur le rôle des universités et des instituts de recherche et de formation pour mener à bien cette rupture, plus particulièrement des universités polyvalentes où sont rassemblées des compétences très diverses. Quand on parle de développement durable, il est indispensable d'intégrer les sciences exactes, les sciences de la vie, les sciences de l'homme et les sciences sociales. Elles sont toutes présentes à l'Université de Genève qui, également, travaille étroitement avec l'Institut de hautes études internationales et du développement.

Ambassadeur Streuli

Au nom du Ministre des Affaires étrangères, Madame Calmy-Rey, l'Ambassadeur Streuli souhaita la bienvenue à la conférence de l'EADI. Genève est un site de choix pour discuter de coopération internationale. Cinq centres de compétences ont leur siège à Genève : paix, sécurité et désarmement ; affaires humanitaires et droits de l'homme ; santé ; travail, économie et commerce international ; développement durable et préservation des ressources naturelles.

De nos jours l'interdépendance caractérise les relations entre les économies. La politique et la coopération internationales ont besoin d'être réexaminées à la lumière de ces interactions complexes dont les risques sont difficiles à prévoir. L'Ambassadeur Streuli souligna que la remarque d'Albert Einstein selon laquelle on ne peut résoudre un problème avec le type de pensée qui l'a créé s'applique tout à fait au thème de la conférence de l'EADI.

Un quart de l'humanité consomme les trois quarts des ressources de la planète. Cette répartition inégale ne fait qu'attiser la lutte pour le pétrole, l'eau potable et les terres fertiles. Les conséquences du réchauffement climatique frappent plus durement les pays pauvres alors que ceux-ci y ont moins contribué. Si les pays du Nord veulent préserver la paix ils doivent changer leurs modes de consommation. Ces questions fondamentales replacent l'équité entre pays et au sein des pays en tête des préoccupations politiques.

La conférence de l'EADI offre l'occasion d'envisager une vision à long terme, de comprendre les corrélations, de repenser les idées actuelles et d'en développer de nouvelles. Pour répondre aux impératifs du développement durable, nous avons besoin de créativité et

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 5

Séance d'ouverture

de politiques novatrices. Un pays ne pourra pas à lui seul surmonter la crise qui s'annonce. Les gouvernements et les populations doivent apprendre à penser au-delà de leurs frontières. Les solutions à apporter aux problèmes mondiaux et leur responsabilité ne peuvent être qu'internationales. Une des tâches principales sera de démocratiser les réglementations et les institutions internationales.

Jacques Forster

Au nom du Conseil de fondation de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) Jacques Forster eut l'honneur et le plaisir de souhaiter la bienvenue aux participants de la 12e Conférence générale de l'EADI.

Il expliqua que l'Institut nouvellement créé émanait de la fusion de deux institutions réputées, l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) et l'Institut de hautes études internationales (HEI). L'IUED a été étroitement associé à l'EADI depuis la fondation de l'association. Jacques Forster lui-même a été membre du comité exécutif de l'EADI et membre du groupe de travail « Politique de l'aide et efficacité ».

Le titre et le sous-titre de la conférence expriment en quelques mots ce que Jacques Forster considère comme étant la principale priorité de la communauté internationale, un point de rencontre clé de deux domaines d'études, les relations internationales et les études de développement. Leur interaction n'a peut-être pas été aussi intense que le demandait l'évolution de la société.

La dichotomie entre pays en développement et pays développés, relativement claire il y a un demi-siècle, a été remplacée par une constellation plus complexe. Le groupe des pays dit en développement est devenu plus hétérogène alors que les pays riches (OCDE) doivent faire face à des problèmes de développement. Aujourd'hui le développement durable est un concept universellement pertinent.

Le domaine des relations internationales a également beaucoup évolué. La globalisation va au-delà de la simple intégration. Elle englobe des dimensions sociales, politiques, culturelles, environnementales et juridiques. Les influences et normes extérieures affectent la vie quotidienne des citoyens d'un Etat et estompent la démarcation entre politique intérieure et politique étrangère. Les transformations qui s'opèrent au niveau des relations internationales sont aussi dues à la plus grande diversité des acteurs internationaux. Les ONG et le monde des entreprises sont devenus partenaires des Etats et des organisations internationales. La gouvernance mondiale est un défi major pour une communauté internationale très hétérogène marquée par de profondes disparités structurelles, des conflits d'intérêts et des priorités divergentes.

Le thème de la conférence est au carrefour des relations internationales et des problèmes de développement. En tant que représentant d'une nouvelle institution qui a choisi d'unir ces deux domaines d'études, Jacques Forster était heureux d'accueillir la conférence de l'EADI à Genève.

Jean-Luc Maurer

Jean-Luc Maurer souhaita la bienvenue aux participants et présenta le programme de la conférence.

Il remercia les personnes qui avaient contribué à l'organisation de celle-ci : Thomas Lawo et Susanne Itter et leur équipe du Secrétariat de l'EADI, Janine Rodgers de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Anouar Belkhodja et Nicole Gilodi de la société organisatrice de congrès Axécible.

Il remercia également les institutions qui avaient sponsorisé la conférence : L'Agence française de développement, le Ministère des affaires étrangères de Finlande, le Ministère des affaires étrangères et de la coopération d'Espagne, l'Institut d'études du développement économique et social (IEDES) de Paris, l'Institut d'études sociales (ISS) de La Haye, le service de Formation continue de l'Université de Genève, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), Taylor & Francis et le Canton de Genève. Il remercia l'Université de Genève d'avoir mis gracieusement ses locaux à la disposition de l'EADI. Les trois quarts du budget de la conférence avaient été fournis par la Direction du développement de la coopération (DDC) de Suisse. Il adressa de chaleureux remerciements à Monsieur l'Ambassadeur Walter Fust, ancien directeur de la DDC et maintenant CEO du Global Humanitarian Forum, à Serge Chapatte, ancien Vice-Directeur, et à leur collègue Martin Faesler.

Enfin le soutien de l'institution-hôte (IHEID) mérita une mention spéciale. Il était particulièrement gratifiant pour l'EADI que le premier événement international d'envergure dans le cadre du nouvel institut soit une conférence sur le développement car, comme l'a montré Tariq Banuri, les études de développement sont plus pertinentes que jamais pour comprendre et résoudre les problèmes du monde d'aujourd'hui.

Jean-Luc Maurer conclua en demanda aux participants de réfléchir sérieusement à deux propositions : celle de Tariq Banuri d'envisager le monde comme un seul pays en développement et celle de rupture avancée par le Recteur Vassalli.

Rapport de Janine Rodgers
Institut de hautes études internationales
et du développement, Genève

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 6

Conférences publiques

Conférence publique « Dudley Seers »

La Terre, six milliards de personnages en quête d'auteur

Orateur : Tariq Banuri, Stockholm Environment Institute, Suède
Président : Jean-Luc Maurer, Président de l'EADI

Dans la première conférence publique Tariq Banuri demanda aux participants d'envisager la Terre comme étant un seul pays. Il montra que ce pays avait toutes les charactéristiques d'un pays en développement – inégalitaire, dualiste, mal gouverné, corrompu et incapable d'agir collectivement même face au danger. Il démontra de manière convaincante que les études de développement étaient pertinentes pour élaborer les politiques mondiales d'aujourd'hui.

Les caractéristiques du pays Terre

6,4 milliards d'habitants, 136 millions de kilomètres carrés, 47 habitants au kilomètre carré, un revenu par tête d'environ 6400 dollars et 207 Etats. La population peut être divisée en trois groupes : 15 % au Nord (= pays de l'OCDE), 80 % au Sud (plus ou moins le groupe des 77) et 5 % en Europe de l'Est (les économies en transition). Le PNB par habitant est d'environ 32 000 dollars au Nord, 1600 dollars au Sud et 3000 dollars à l'Est. En 2004 le pays Terre était plus inégalitaire que n'importe quel pays au monde et présentait une similarité frappante avec l'Afrique du Sud de 1978 du temps de l'apartheid.

La Terre n'a pas son propre gouvernement, les Etats qui la constituent sont légitimement souverains. Toutefois, au moins quatre régimes élaborent des politiques au niveau mondial suivant différents processus :

- Le régime des échanges commerciaux, construit autour de l'OMC : l'élaboration des lois résulte de négociations internationales et d'accords mondiaux ;
- Le régime financier : le transfert de souveraineté nationale n'est pas aussi explicite ;
- Le régime de la sécurité qui implique un transfert de souveraineté substantiel ;
- Les régimes environnementaux ne font partie d'aucune structure de gouvernance mondiale mais constituent une sorte de régime moral basé sur des valeurs communément acceptées et mises en œuvre au gré des gouvernements nationaux.

Des innovations et de nouvelles structures sont apparues au niveau mondial :

- Le nombre de « G » a augmenté : G77, G8, G24…
- Des réseaux et mouvements sociaux se sont mobilisés autour de questions spécifiques : le mouvement des travailleurs, le mouvement féministe, la défense des droits de l'homme, le mouvement écologique, etc.
- La nouvelle diplomatie des sommets internationaux et conférences mondiales.

Finalement, des identités mondiales commencent à voir le jour : le visionnaire, le « steward », le fonctionnaire international, le militant, l'homme d'affaires. Banuri montra que ce qui se passe au niveau mondial est similaire à ce qui s'est passé dans certains pays au niveau national après la décolonisation où des identités coexistent et s'entrecroisent : identités locales, identité nationale, identité de l'élite occidentalisée. Chaque identité a sa propre structure, sa propre dynamique et ses propres valeurs. L'identité commune peut être plus importante que les autres. En tant que Pathan Tariq Banuri a plus en commun avec des Pakistanais, Indiens ou Africains occidentalisés qu'avec un villageois Pathan.

Les narrations de la Terre envisagée comme étant un seul pays

Ces narrations ont commencé à se diviser en deux courants. Banuri prit comme analogie la pièce de Pirandello *Six personnages en quête d'auteur* qui montre comment réalité et illusion sont liées. Pour Thomas Friedman la terre est plate. La réalité d'aujourd'hui n'a pas d'importance parce que demain cette réalité sera différente – pauvre aujourd'hui mais riche demain. Au contraire, pour Martin Khor notre réalité ne peut changer car les structures politiques nous conditionnent. Ces deux discours reflètent la nature de la politique du pays Terre : la politique de l'espoir et la politique du désespoir. Comment convertir la politique du désespoir en politique de l'espoir ?

Pour Banuri, le développement en lui-même – ou le Sud – doit être vu comme un mouvement jouant un rôle particulier mandaté par de fortes conditions objectives. La perception du Sud passa par différentes phases : le colonialisme, le développementalisme et les programmes d'ajustement structurel. Le contrôle des ressources naturelles, étroitement lié à l'idée de colonialisme, a joué un rôle central dans la perception que le Sud a de lui-même, dans les relations Nord-Sud et dans les relations environnementales.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 7

Conférences publiques

Pour la première fois au début du 21e siècle des promesses anciennes ont été tenues. La stratégie internationale du développement de 1962 était un accord passé dans le cadre de l'ECOSOC: 5% de croissance minimum pour les pays en développement, 1% d'aide publique au développement, la stabilisation du prix des matières premières et des échanges commerciaux équitables. Aucune de ces demandes n'a été satisfaite avant l'an 2000. Depuis on a enregistré 5% de croissance (mais la décennie n'est pas finie et les crises actuelles auront un effet à la baisse). L'aide publique au développement est loin d'avoir atteint 1% mais ce chiffre est atteint si on inclut les transferts de ressources et l'investissement direct étranger. Les prix des matières premières augmentent à nouveau et l'OMC a été mise en place.

Pourquoi avons-nous besoin de visualiser la Terre comme étant un seul pays ?

Jusqu'ici le discours de la globalisation a été un discours passif. La globalisation est quelque chose que nous subissons. Nous avons besoin d'un discours centré sur les gens qui admette «C'est nous qui avons créé ce monde, si nous ne sommes pas satisfaits, voici ce que nous allons changer». Nous avons besoin d'un terme spécifique qui n'exprime pas l'intégration du monde mais reflète notre responsabilité en tant que citoyens du monde; le pays Terre dont on se sent responsable – un sentiment d'attachement mais aussi d'obligation.

Thomas Friedman, un apôtre de la globalisation, commence son livre *The lexus and the Olive Tree* par un chapitre qui dit «Le monde a dix ans d'âge». Selon lui la globalisation débuta en 1990 avec l'expansion du commerce, la chute du mur de Berlin, la désintégration de l'Union Soviétique etc. Banuri dit non, le monde a 46 ans. Il débuta en 1962 avec le livre de Rachel Carlson *Le Printemps silencieux* dans lequel pour la première fois elle dit «nous nous détruisons». Au cours des dix années suivantes de nombreux livres sont parus: *La bombe P, La tragédie des biens communs, L'encerclement, Halte à la croissance?, The Shallow and the Deep* et… le premier poster de la planète bleue.

Dans la jeunesse de Banuri la «Terre» était un symbole de robustesse, de couleur brune, solide comme un roc, immuable. C'était la mère nourricière, forte, résistante et pleine de clémence. Aujourd'hui une recherche sur l'internet montre la Terre comme fragile, un enfant impitoyable dont il faut prendre soin. La «Terre» devint un concept quand, pour la première fois, nous avons réalisé que nous étions responsables et la réalisation de notre responsabilité a commencé avec l'environnement.

Comment devons-nous agir dans le pays Terre ?

Comme Dudley Seers l'a montré, quand on pense pays en développement, il ne faut pas penser croissance, il faut penser emploi, inégalités et pauvreté.

Les inégalités sont un problème fondamental auquel il faut s'attaquer. Le rapport de la Commission Brundtland indiqua que «La croissance n'a aucune limite jusqu'à ce que le désastre frappe». Nous avons besoin d'équité avant que le désastre ne soit imminent car l'équité nous permettra de faire face au désastre. Le désastre se profile mais nous n'avons pas encore atteint l'équité.

En ce qui concerne le changement climatique ses effets affecteront particulièrement les pays et les communautés pauvres. Pour Banuri, la meilleure façon d'aborder le changement climatique est de le voir sous l'angle du développement. Comment s'attaquer au problème du développement pour que le problème du climat disparaisse? Le Sud est une région pauvre en énergie, même la Chine. Le ratio de la consommation d'énergie par tête entre pays en développement et pays développés est de 1 à 5/1 à 6. Que faut-il faire pour que les pays pauvres en énergie y aient accès? Les solutions actuellement proposées sont une nouvelle version du consensus de Washington. La raison à la base du consensus de Washington était qu'un pays dépensait trop et consommait trop. La solution proposée était de réduire la consommation par le truchement du marché.

Pour résoudre le problème du changement climatique le nouveau consensus de Washington propose de constituer un marché mondial du carbone, d'établir une taxe carbone uniforme, de bannir toute interférence avec le commerce, la finance, l'investissement et les droits à la propriété et d'éliminer les subventions à l'énergie dans les pays en développement. Il inclut bien une vague aide aux pays pauvres, plus ou moins similaire au vieux consensus de Washington, mais sans allocation de fonds. Les décideurs politiques se focalisent sur le marché mondial et ignorent le problème de la pauvreté énergétique.

Pour résoudre le problème du changement climatique il faut éradiquer la pauvreté énergétique des pays en développement et soutenir leur croissance économique. Les décideurs politiques devraient se concentrer sur les pauvres et la réduction de la pauvreté énergétique et investir dans des programmes d'énergies renouvelables financés par de l'argent public.

Dans sa conclusion Banuri reitéra combien il était important d'envisager le monde comme étant un seul pays pour discuter du développement durable. Il invita les specialistes du développement à apporter non seulement leur savoir-faire professionnel mais aussi et surtout leur engagement de citoyens.

Rapport de Janine Rodgers
Institut de hautes études internationales
et du développement, Genève

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 8

Conférences publiques

Le lien entre migration et développement durable en Afrique

Oratrice : Ndioro Ndiaye, Directeur général adjoint, Organisation internationale pour les migrations, Genève, Suisse
Président : Kenneth King, Centre for African Studies, Université d'Edimbourg, Royaume-Uni

Après avoir décrit les caractéristiques des migrations en Afrique, Ndioro Ndiaye montra que celles-ci pouvaient contribuer positivement au développement d'un pays mais que l'absence de gouvernance avait des conséquences néfastes.

Dynamique des migrations actuelles

- Les phénomènes migratoires se sont accélérés ces dernières décennies (progrès des technologies de l'information et des transports).
- Il y a 16 millions de migrants africains sur un total de 190 millions de migrants dans le monde.
- Les migrants nés en Afrique représentent environ 5 % de la population totale des pays de l'OCDE.
- La moitié des migrants sont des femmes.
- Les migrants possèdent un éventail de compétences.
- La migration est un phénomène qui affecte tous les pays.
- Les causes des migrations sont diverses : la migration volontaire est la plus importante, la migration forcée la plus visible.

Les abus qui caractérisent les migrations actuelles sont dûs à une mauvaise gestion. La grande majorité des Etats africains n'ont pas de politique migratoire. Il n'y a aucune campagne d'information pour expliquer aux migrants leurs droits, leurs obligations et les risques qu'ils encourent. Sans gestion appropriée les départs et les abus continueront. Toutefois, au cours de la dernière décennie, le discours sur la migration a évolué. Il est maintenant possible de réunir autour d'une même table pays d'origine et pays receveurs. Les discussions sont moins acrimonieuses et plus positives.

La migration et les Objectifs du Millénaire pour le développement

Migration et développement sont liés. La migration peut avoir un impact sur :

- la pauvreté
- l'égalité entre les hommes et les femmes
- la prévention du sida
- la protection de l'environnement
- la création de partenariats internationaux

L'exode des cerveaux et le rôle des diasporas

L'exode des cerveaux affecte négativement les pays d'origine en les privant de ressources humaines hautement qualifiées. Chaque année environ 20 000 professionnels de la santé formés en Afrique quittent le continent africain. En assumant leur formation les pays du Sud subventionnent les pays du Nord. Le coût total est bien supérieur à l'aide publique au développement reçue par l'Afrique chaque année.

Comment créer une situation où tout le monde serait gagnant ? Le développement est la seule alternative capable d'offrir aux candidats-migrants des conditions de travail attrayantes dans leur propre pays. En attendant il faut trouver une solution pour permettre aux émigrés qui le désirent d'aider leur pays d'origine. Les diasporas ont la possibilité de jouer un rôle du fait de leurs connaissances, expériences, épargne et réseaux.

Créé en 2001 « Migration pour le développement en Afrique » (MIDA) est un programme visant à mobiliser les compétences d'Africains expatriés en vue de contribuer au développement de l'Afrique (transfert de connaissances, entreprises conjointes).

Les transferts financiers des migrants

En 2006, les envois de fonds par voie officielle se sont montés à 20 milliards de dollars. On estime que le montant total réel doit être deux ou trois fois ce chiffre. Pour certains pays ils représentent une proportion importante du PNB (20 % pour le Cap Vert).

Les coûts de transfert sont élevés (entre 13 et 20 %). Dans certains pays les canaux de transfert sont peu développés et une grande proportion des fonds sont transférés par voie informelle, donc difficiles à tracer.

Il faut rassembler plus d'informations sur l'impact des envois de fonds pour comprendre comment ceux-ci peuvent contribuer au développement durable. Quel est leur impact sur la pauvreté (80 % des fonds sont affectés aux dépenses des ménages), sur l'égalité hommes-femmes (les femmes migrantes envoient plus d'argent et plus régulièrement que les hommes), sur les inégalités ? Plus d'attention doit être portée également aux problèmes de réintégration, aux statuts des migrants à leur retour dans leur pays d'origine. Les femmes font souvent face à des difficultés au sein de leur famille.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 9

Conférences publiques

Cohérence politique, migration et développement

Dans tous les pays plusieurs ministères sont concernés par les questions de migration: Intérieur (voix prédominante), Affaires étrangères, Plan et développement, Travail, etc. mais il est rare de trouver un comité interministériel de coordination pour les migrations. Le mécanisme des programmes MIDA aide à combler cette lacune.

Deux exemples de projets MIDA furent présentés: Ghanacoop, un partenariat commercial mis en place par des migrants ghanéens en Italie et un programme de microfinance pour les femmes originaires de Sierra Leone et du Liberia en Guinée.

Les liens entre migration et développement doivent être négociés au niveau international. Toutefois, les partenariats entre pays d'origine et pays receveurs ne peuvent être négociés que sur une base relativement égalitaire or, à l'heure actuelle, l'écart est énorme. La «migration circulaire» se réfère à la mobilité des expertises et du savoir-faire. Considérée comme bénéfique pour tous: pays receveurs, pays d'origine et migrants, elle représente un espoir de développement accéléré (transfert de fonds et d'afflux de cerveaux) grâce à des cercles migratoires utilisant les réseaux transnationaux et permettant aux migrants d'aller, de venir et de retourner sans grandes restrictions.

Dans sa conclusion Ndioro Ndiaye insista sur la nécessité de mieux comprendre les phénomènes migratoires. Plusieurs universités africaines sont entrain de développer un cursus sur les migrations et d'établir des partenariats avec des universités d'autres continents.

La **discussion** qui suivit porta sur les questions suivantes:

- Les différences de coût de transfert dans différentes parties du monde. Le cas de Western Union fut évoqué. OIM dénonce les abus mais ne peut agir à la place des Etats. Il y a un projet de mettre en place au Benin un observatoire des transferts de fonds.
- L'attitude des pays européens: La «directive retour» et la non-ratification de la Convention des droits des migrants.
- L'inéquité des pratiques consulaires et la responsabilité des gouvernements.

Rapport de Janine Rodgers
Institut de hautes études internationales
et du développement, Genève

Crise alimentaire, biocarburants et droit à l'alimentation

Orateurs: Gilbert Etienne, Professeur Emeritus, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève
Jean Ziegler, Ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation,
Membre du Comité Consultatif du Conseil des Droits de l'Homme

Président: Michel Carton, Vice-Directeur, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

Gilbert Etienne centra sa présentation sur la crise alimentaire en Asie et en Afrique. Il évoqua d'abord les éléments conjoncturels qui contribuèrent à la forte hausse des prix des denrées alimentaires:

- La spéculation des marchands internationaux mais aussi locaux.
- Le comportement de certains gouvernements (une quarantaine ont limité ou interdit les exportations de céréales).
- L'augmentation du coût du pétrole.
- Le problème des biocarburants.

Mais les causes structurelles de la crise sont des problèmes de production: laxité, déficience des politiques agricoles, faibles rendements, augmentation de la demande (due à la croissance de la population et des niveaux de vie). La situation en Asie et en Afrique n'est pas identique.

L'Asie est partie d'un niveau plus haut

Au cours de la période 1950-1965 l'électrification des zones rurales, la construction de routes et un développement agricole plus sophistiqué (en particulier l'irrigation) progressa, si bien que quand la révolution verte arriva vers 1965 le contexte était favorable. D'autres facteurs contribuèrent à son succès dans les zones irriguées d'Asie: une volonté politique, des fonctionnaires compétents et le soutien efficace des fondations Ford et Rockefeller. La plupart des pays furent capables de réduire ou de limiter leur déficit alimentaire et même de constituer des stocks.

Cette période dura de 1965 jusqu'à environ 1980 et l'introduction des réformes (libéralisation de l'économie, ouverture des frontières etc.). Les dépenses publiques diminuèrent et on oublia les paysans. La production agricole ralentit alors qu'en même temps la demande de certaines denrées (fruits, légumes, viande) augmenta due à l'émergence des nouvelles classes moyennes. Les premiers symptômes de crise se manifestèrent en 2005-2006.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 10

Conférences publiques

La situation de l'Afrique est beaucoup plus précaire

Depuis 1970, la courbe de la population en Afrique sub-Saharienne croît plus vite que celle des cultures vivrières. Les importations de céréales ont donc augmenté et on observe une dépendance croissante vis-à-vis du riz et du blé dû au changement d'habitudes alimentaires en zones urbaines. Il y eut aussi de sérieuses défaillances politiques. Les conflits armés ont été nombreux mais même les pays sans conflit n'ont pas enregistré de performances spectaculaires.

Enfin, l'aide étrangère a été déficiente. L'aide à l'agriculture diminua en volume (8 milliards de dollars en 1969, 3,4 en 2004) et en qualité. Il y a eu un afflux de missions étrangères aux approches divergentes donc une absence d'unité de doctrine (sauf pour le coton).

Comment revitaliser l'agriculture en Asie et en Afrique ?

Tout d'abord il vaut dépasser la cacophonie des dogmes actuels :

- Trop de protectionnisme peut être néfaste mais il faut se rappeler que la plupart des pays occidentaux et les pays d'Asie du Sud-est se sont développés à l'abri de leurs frontières. Une approche pragmatique serait un protectionnisme ciblé permettant de sauvegarder la production locale.
- La culture biologique ne pose pas problème dans les zones où la révolution verte ne peut être envisagée (faible pluviosité et absence d'irrigation), mais là où pluies et irrigation sont suffisantes l'utilisation d'engrais permet de doubler les rendements.
- La première révolution verte en Asie a été relativement facile. Les étapes suivantes – nouveaux produits (légumes et fruits), entretien des systèmes d'irrigation, renouvellement des semences, dosage des engrais, etc. – sont plus complexes et onéreuses. En Afrique les possibilités sont limitées : il n'y a que 4-5 % de terres alluviales et les infrastructures rurales et les techniques agricoles sont moins développées. Les possibilités de développement existent mais elles demanderont du temps.
- Les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il y a 5 millions d'hectares d'OGM dans le monde. Ils ne doivent pas être éliminés mais il faut introduire des clauses de sauvegarde pour que les fermiers ne deviennent pas dépendants de Monsanto. Sous conditions favorables les OGM ont besoin de moins de pesticides mais les rendements ne peuvent pas être multipliés par 2 ou 3 comme dans le cas de la révolution verte.

Il faut prêter plus d'attention à l'agriculture. Les instituts de développement ont leur part de responsabilité dans le fait que le nombre d'agronomes diminue et que les études de village soient passées de mode. Les rapports de conférences internationales ont peu fait référence à l'agriculture. Le *Rapport sur le développement mondial* de 2007 constitue un revirement spectaculaire, après les avoir négligés pendant 25 ans la Banque mondiale a redécouvert l'agriculture et les grands barrages.

En conclusion, la situation alimentaire n'est pas désespérée. A long terme elle peut évoluer favorablement mais à court terme une aide d'urgence est nécessaire pour éviter le pire. Les ingrédients d'une évolution favorable sont : une forte volonté politique, la réduction de l'écart ville-campagne et définir les bonnes priorités (un effort massif en faveur de l'agriculture pendant les prochaines années). Pour l'Afrique, l'aide étrangère sera indispensable, la question est de savoir si elle sera quantitativement et qualitativement adéquate. Finalement, les préoccupations environnementales en matière agricole ne doivent pas être éludées. Les problèmes de l'eau, des sols, etc. sont délicats et deviennent plus aigus. Une collaboration Nord-Sud est nécessaire.

Jean Ziegler analysa la crise actuelle dans la perspective d'un droit humain – le droit à l'alimentation. « Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement soit au moyen d'achat monétaire, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur en assurant une existence physique individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne ». (art. 11 du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels).
Ce droit humain est bafoué et c'est une tragédie. Au cours des 12 derniers mois les prix de denrées alimentaires se sont envolés : le prix du riz a plus que doublé, le blé a augmenté de 87 %, le maïs de 63 %. L'année dernière les pays en développement ont importé l'équivalent de 223 milliards de dollars de denrées alimentaires. L'augmentation des prix affecte particulièrement les plus pauvres. Entre janvier et juin 2008 il y a eu 37 émeutes de la faim. Cette tragédie conjoncturelle s'ajoute à la tragédie de la faim structurelle qui continue d'être ignorée. Pourtant un rapport de la FAO sur l'insécurité alimentaire souligne qu'en l'état actuel de l'agriculture la planète pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains. Mourir de faim n'est pas une fatalité, c'est une absurdité et un meurtre.

Les dimensions de la crise actuelle

Ziegler insista sur trois causes principales :

(i) *La spéculation* (selon les estimations celle-ci a contribué entre 36 et 60 % à la hausse des prix) ;

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 11

Conférences publiques

(ii) *L'expansion des biocarburants.* Les Etats-Unis sont le premier producteur de biocarburants. En 2007 ils ont transformé un tiers de leur récolte de maïs en éthanol. Pour faire le plein d'un réservoir de 50 litres en éthanol il faut brûler 358 kg de maïs or avec cette quantité de maïs on peut nourrir un enfant mexicain pendant un an. Brûler des aliments dans un monde où la faim sévit n'est pas le seul méfait des biocarburants. Ils ont d'autres conséquences humaines et sociales : la lutte pour les terres, l'expulsion des paysans et la main mise des multinationales (voir le massacre de Curcavado en Colombie). Il faut donc lutter pour bannir les biocarburants. Le droit de vivre, le droit à l'alimentation doit prévaloir sur tous les autres droits.

(iii) *Le paradigme du FMI est erroné.* Cent vingt-deux pays en développement sont endettés. Le FMI impose des programmes d'ajustement structurel conçus pour le service de la dette qui privilégient l'agriculture d'exportation (coton, sucre, café, thé…) et négligent l'agriculture de subsistance qui en conséquence diminue. Dans tous les pays où des programmes d'ajustement structurel ont été mis en place la faim a augmenté.

Que faut-il faire ?

Une première mesure serait de stopper la spéculation et de retirer les denrées alimentaires des bourses de commerce. Bien que celles-ci ne représentent que 7 % des échanges mondiaux elles déterminent les prix. Les denrées alimentaires devraient être considérées comme des biens publics. Huit multinationales dominent le commerce agroalimentaire. L'année dernière Cargill, la plus grande, contrôla 25 % du commerce mondial des céréales. Ses profits nets du premier trimestre de 2007 atteignirent 553 millions de dollars, au cours du premier trimestre 2008 ils atteignirent 1,03 milliard. Bien sûr le but d'une entreprise privée est de faire des profits et non de distribuer de la nourriture à tous les hommes et les femmes de la Terre. La responsabilité de faire du droit à l'alimentation une réalité repose sur les entreprises publiques et les entités intergouvernementales telle que les Nations Unies. Il y a longtemps la CNUCED avait développé un modèle alternatif à celui de l'OMC qui s'appuyait sur le marché (on ne peut faire autrement), sur des accords entre producteurs et consommateurs et des mécanismes tels que des stocks compensatoires, des stabex etc. afin de contrôler et prévoir les fluctuations.

Une seconde mesure serait d'interdire les biocarburants. La troisième conférence sur la sécurité alimentaire à Rome (3-5 juin 2008) fut un scandale. Son ordre du jour avait été dicté par les multinationales agroalimentaires. Les pays du Sud étaient représentés par leurs chefs d'Etat alors que les pays du Nord n'avaient envoyé que leurs ambassadeurs et leurs fonctionnaires. Une directive européenne prescrit qu'en 2020 dix pour-cent de l'énergie consommée devra être d'origine agricole, non fossile. Comme les agriculteurs européens ne pourront produire la matière première en quantité suffisante il faudra l'importer d'Afrique.

Une troisième mesure serait de modifier la gestion de la dette. Priorité doit être donnée aux cultures vivrières, à l'agriculture de subsistance et à la solidarité alimentaire à travers des accords bilatéraux et multilatéraux.

Dans une remarque finale Jean Ziegler souligna que des pays comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie reconnaissent les droits politiques et civils mentionnés dans la charte des Nations Unies mais refusent de reconnaître la seconde génération des droits économiques, sociaux et culturels. Ces pays pensent que la libéralisation des marchés permettra aux forces productives de se développer, à la richesse mondiale de croître, à la faim de disparaître et que l'aide humanitaire pourra pallier à tout dysfonctionnement du marché. Mais la théorie néolibérale est devenue meurtrière et une approche normative est maintenant nécessaire. Ziegler conclut sur une phrase attribuée à Rousseau : « Entre le faible et le puissant c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère. »

Au cours de la **discussion** les points suivants furent soulevés :

- Le coût de l'énergie pour les pays en développement non-producteurs de pétrole.
- La corrélation entre crise alimentaire et croissance économique en Asie.
- Comment les gouvernements asiatiques contraints de rembourser leur dette étrangère peuvent-ils achever une croissance équitable bénéfique à leurs citoyens ?
- La nécessité de redéfinir les partenariats institutionnels et les politiques Nord-Sud
- Est-ce que le système de distribution publique de l'Inde pourrait être reproduit dans d'autres pays ?
- La spéculation n'est que l'écume recouvrant les causes structurelles. Pour Jean Ziegler ses effets sont pernicieux et elle doit être éliminée.
- Est-ce que les biocarburants entrent en concurrence avec la production de denrées alimentaires ? Tous les biocarburants ne sont pas mauvais, certains proviennent de résidus agricoles. Mais on ne génère pas de gros profits en transformant des résidus.
- La mobilisation de la société civile. Le prochain Forum social à Belem mettra l'accent sur les biocarburants, la spéculation etc.
- Est-ce que l'agriculture ne devrait pas sortir de l'OMC et les pays en développement avoir le droit de se protéger contre le *dumping* des produits agricoles ?

Rapport de Janine Rodgers
Institut de hautes études internationales
et du développement, Genève

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 12

Séances plénières

I. Gouvernance mondiale pour un développement durable : le défi de la cohérence politique parmi les organisations internationales

B. Ramcharan J. Somavia D. McNeill K. Dervis N. Woods

Intervenants :
Kemal Dervis, Administrateur, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
Juan Somavia, Directeur Général, Bureau international du Travail (BIT)
Bertrand Ramcharan, Ancien chargé du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et Assistant Secrétaire Général
Ngaire Woods, Directrice, Global Economic Governance Programme, Oxford, Royaume-Uni

Président : Desmond McNeill, Vice-Président de l'EADI et Centre for Development and the Environment, Université d'Oslo, Norvège

Desmond McNeill introduisit la séance en soulignant que le défi du développement durable était devenu plus aigu du fait du changement climatique. Comme point de départ à la discussion sur le rôle des organisations internationales il cita le rapport de la Commission Brundtland : « la croissance n'a pas de limites avant le désastre », mais nous avons besoin d'équité avant que le désastre ne frappe car nous avons besoin d'équité pour faire face au désastre et il fit référence à Tariq Banuri qui considéra la Terre comme étant un seul pays « faiblement gouverné et incapable d'agir collectivement même face au danger ».

Kemal Dervis remarqua qu'au cours des deux dernières décennies la croissance de l'économie mondiale s'était accélérée. Trois facteurs expliquent cette accélération : un déplacement de la frontière technologique dans les économies avancées, la diffusion de la technologie et l'unification des marchés mondiaux et des taux d'investissement élevés de 40 % dans les pays émergents d'Asie. Mais les tendances à court terme sont volatiles et masquent cette accélération structurelle. En même temps, un changement de paradigme est entrain de s'opérer, les contraintes de la croissance ne sont plus le capital et le travail mais les ressources de l'environnement et l'énergie. Un changement dans le prix relatif des matières premières et en particulier des matières premières énergétiques illustre ce phénomène. L'accélération de la croissance, le changement des prix relatifs et le réchauffement climatique sont devenus les principaux obstacles à la croissance durable.

Kemal Dervis consacra son deuxième point aux défis de la cohérence politique et financière. L'absence de coordination des politiques a été en partie responsable de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires et leurs effets négatifs sur l'économie mondiale. L'impact sur les pauvres et les populations vulnérables est dramatique et va retarder les progrès en matière d'Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les subventions aux biocarburants d'origine agricole sont un exemple de coordination mal gérée. Un autre exemple est lié au prix du pétrole car une taxe carbone aurait eu un impact plus équilibré sur l'économie mondiale. Bon nombre de ces décisions sont des questions de biens publics car les bénéfices et les coûts ne sont pas limités à un seul pays. Une gouvernance mondiale incluant des mécanismes permettant de discuter et négocier l'impact relatif de différentes politiques est nécessaire. Le réchauffement climatique et la protection de l'atmosphère ne peuvent être traités qu'au niveau mondial et tous les principaux acteurs doivent être parties prenantes. Les pays riches ont une responsabilité historique (72-75 % des émissions de carbone sont dues à leurs activités passées) mais aujourd'hui la Chine et les Etats-Unis émettent à peu près le même volume de dioxyde de carbone. Toutefois, les émissions par tête d'habitant sont très inégalement réparties (20 tonnes aux Etats-Unis, 9 en Europe et au Japon, 11 en Russie, 5 en Chine et 1,8 en Inde) et le défi est de trouver un accord mondial équitable.

Ce ne sera possible que si un mécanisme de prise de décision légitime et juste est mis en place. Pour cela il faut s'attaquer à la réforme des institutions de Bretton Woods et du système des Nations Unies (le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale).

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 13

Séances plénières

Juan Somavia approcha le problème de la cohérence politique en répondant à trois questions : *Quelle cohérence politique ? Par qui ? Et comment ?* Le paradigme libéral qui a prévalu ces derniers 25-30 ans n'est plus défendable. Nous avons besoin d'un nouveau paradigme centré sur les gens et la planète, une vision de développement durable équilibré (dimensions sociale, économique, environnementale). Par qui ? C'est le plus gros problème car à l'heure actuelle le *leadership* requis n'existe pas. La politique reste nationale, promouvant des intérêts nationaux. Nous avons besoin d'un mouvement (de citoyens) pour convaincre les gens de la nécessité de changement et faire pression sur les gouvernements. C'est une affaire de lutte sociale et de lutte de pouvoir. *Comment ?* Les Nations Unies doivent s'en charger, mais une organisation des Nations Unies plus efficace et mieux gérée. Tout groupe plus restreint souffrira d'un déficit démocratique qui lui ôtera sa légitimité.

Le rôle de l'Organisation internationale du Travail (OIT)

La vision de l'OIT est une mondialisation juste qui crée des opportunités pour tous. La Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, instituée par l'OIT, a mis en évidence des déséquilibres sources de confusion :

- La mondialisation a permis de réduire la pauvreté mais n'a pas réduit les inégalités.
- Elle a permis des taux de croissance élevés mais n'a pas réduit la taille de l'économie informelle.
- Il y a un transfert de pouvoir de l'Etat vers le marché.
- La composante travail du revenu national a diminué alors que la part allant au capital a augmenté.

Le modèle de mondialisation actuel dévalue la dignité du travail qui est une valeur fondamentale dans toutes les sociétés. Les valeurs humaines sont plus importantes que les valeurs marchandes mais l'économie financière a pris le contrôle de l'économie réelle.

L'ambition de l'OIT est de promouvoir le travail décent et la justice sociale :

- Un plancher social pour chaque société, c'est-à-dire un système de protection sociale minimum.
- Une croissance intensive en emplois décents. Travail décent = travail de qualité avec des droits au travail, une protection sociale et le dialogue social comme instrument de résolution des conflits (référence au système tripartite de l'OIT).
- « L'initiative emplois verts » pour répondre aux changements environnementaux (changement des modèles de consommation, des modes de production et de la technologie). iI y aura une transition avec des gagnants et des perdants. Il faut tirer des leçons de l'expérience de la libéralisation du commerce qui a aussi eu ses gagnants et ses perdants.

Une mondialisation juste ne dépend pas que de l'OIT, il faut aussi de la cohérence dans les politiques des autres institutions internationales. Le Comité des chefs d'agences des Nations Unies, y compris les institutions de Bretton Woods, ont décidé d'évaluer l'impact de leurs politiques en termes d'emplois et de travail décent.

Bertrand Ramcharan apporta une dimension politique et juridique à la discussion.

La chartre des Nations Unies repose sur l'idée que le fondement de la paix est le progrès économique et social et le respect des droits de l'homme. Nous avons une admirable architecture normative en matière de droits humains mais une crise au niveau de son application. Les citoyens et certains gouvernements valident l'idée de droits humains mais de nombreux gouvernements ne sont pas intéressés à les faire respecter.

Le rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence du système des Nations Unies mis en place par Kofi Annan traite superficiellement des droits de l'homme. Il ressort de leur rapport que, dans ce domaine, les coordinateurs résidents doivent agir avec une extrême prudence car la plupart des Etats refusent d'agir en fonction de questions de principe. Pourtant une organisation qui ne défend pas ses principes n'a aucun avenir.

Sur le papier la liste des droits humains est impressionnante mais les idées novatrices font défaut. Voici quelques pistes pour progresser :

- Le droit au développement (il est contesté mais est-ce que les chercheurs ne pourraient pas l'exploiter ?).
- Un système national de protection.
- Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- Traiter les violations flagrantes de droits économiques, sociaux et culturels de la même façon que les droits civils et politiques.
- Réactiver le concept d'un « Tribunal Russell » (semblable à celui proposé par Bertrand Russell pendant la guerre du Vietnam) et l'appliquer au Zimbabwe et à Myamar. La Cour criminelle internationale fonctionne en temps de guerre pourquoi ne pas l'appliquer en temps de paix aux dirigeants et gouvernements qui détruisent leur pays ?

Ngaire Woods focalisa ses remarques sur la gouvernance économique mondiale. De nos jours l'économie mondiale est perçue comme étant plus précaire, plus inégalitaire et moins gouvernée. Quel rôle une gouvernance mondiale devrait-elle jouer ? Toute réflexion en la matière doit reposer sur le principe de subsidiarité mais sans exclure un besoin d'action globale.

Le monde a connu des crises économiques similaires auparavant. La conjoncture de 1979/80-81 a

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 14

montré que les institutions de gouvernance économique mondiale n'avaient pas les capacités requises pour faire face à la crise. Elles intervinrent dans les pays en développement avec peu de ressources et imposèrent des conditionalités draconiennes qui souvent provoquèrent une contraction pro-cyclique. Elles n'avaient aucune compétence en matière de coordination des politiques et furent incapables d'enrayer une nouvelle vague de protectionnisme, de contenir la propagation des crises bancaires et financières et de ramener de l'ordre au niveau international.

Que doit-on demander aux institutions internationales ?

- d'être un forum permettant aux pays de définir leur position,
- de régler les différends et d'empêcher les pays de faire cavalier seul,
- de favoriser les échanges d'information.

Au début des années 80 les institutions mondiales n'étaient pas capables d'assumer ces rôles et dans les années 80 et 90 elles développèrent une habitude d'intervention plutôt que de coopération. Aujourd'hui, le changement climatique constitue un défi additionnel.

Aucun pays ne peut faire face au changement climatique seul et une gouvernance mondiale est donc vitale. Un petit groupe de pays industrialisés – le « noyau stable » – ont accaparé la gouvernance mondiale pensant que leur gestion économique et *leadership* diffuseraient leur stabilité, croissance et bonnes pratiques aux marges désordonnées de l'économie mondiale. Mais le monde d'aujourd'hui est autre, c'est le noyau stable qui est au centre de la tourmente financière.

Le nouveau défi n'est pas une simple question de légitimité, c'est reconnaître que le pouvoir en matière de commerce, ressources globales, investissement, ressources énergétiques etc. s'est déplacé. Les Etats-Unis qui étaient le principal créditeur du monde sont devenus le plus grand débiteur. Le FMI, la Banque Mondiale, l'Agence internationale de l'énergie, etc. n'ont plus les dirigeants qu'il leur faut. Les nouvelles puissances économiques ne considèrent pas ces institutions comme étant des arbitres et conseillers impartiaux. Pour les convaincre de participer au processus de direction il faudra leur offrir des garanties.

La **discussion** qui suivit fut animée, avec assez de temps pour dix questions émanant des participants et les réponses plus « économiques » (Dervis et Woods) ou plus « politiques » (Somavia et Ramcharan) des panellistes. Les thèmes discutés portèrent sur la question de la subsidiarité et le rôle des « éléphants » (en particulier des Etats-Unis). Sur ce dernier point Somavia souligna que différents pays pouvaient être éléphants à différentes périodes, la question est de savoir comment les pays dont le pouvoir se réduit et ceux dont le pouvoir s'accroît réagissent. La passation de pouvoir peut ou non résulter en une collaboration efficace.

Rapport de Desmond McNeill, Centre for Development and the Environment, University of Oslo, Norway et de Janine Rodgers, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

De gauche à droite : Desmond McNeill, Ngaire Woods, Juan Somavia, Kemal Dervis, Jean-Luc Maurer

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 15

Séances plénières

II. Peut-on rendre compatibles croissance économique et développement durable ? L'équilibre entre changement climatique et Objectifs du Millénaire pour le développement

J.-L. Arcand | O. de Riveiro | M. Bucar | W. Sachs | C. Gore

Intervenants :

Jean-Louis Arcand, Centre d'études et de recherche sur le développement international, CERDI-CNRS, France ; European Union Development Network (EUDN)

Charles Gore, CNUCED, Suisse

Wolfgang Sachs, Institut Wuppertal, Allemagne

Oswaldo de Rivero, ancien ambassadeur du Pérou auprès des Nations Unies et de l'OMC

Présidente : Maja Bucar, EADI Vice-Présidente et Center of International Relations, Université de Ljubljana, Slovénie

Dans son introduction **Maja Bucar** souligna que combiner la protection de l'environnement, une gestion efficace des ressources naturelles et la lutte contre la pauvreté n'était pas tâche facile. L'objectif de la séance plénière était d'examiner l'état du débat sur la croissance économique et le développement durable.

Jean-Louis Arcand se pencha sur ce qui fait défaut aux chercheurs pour pouvoir répondre à la question posée dans l'intitulé de la séance.

Au niveau macro, les études internationales portant sur l'environnement pâtissent souvent de données horribles, d'économétrie de pauvre qualité et d'insuffisance théorique. Les études consacrées à la croissance se sont, quant à elles, beaucoup améliorées. Elles reposent sur une base théorique solide, des stratégies d'identification soigneusement élaborées et des données à long terme (de 1500 à nos jours).

Au niveau micro, il existe des milliers d'enquêtes de ménage réalisées aux quatre coins du monde. Il y a de bonnes analyses des réponses des ménages et des individus aux différentes institutions et politiques. Ces études aident à comprendre la dynamique à court terme de la pauvreté, mais les données à long terme font défaut dû au manque de continuité dans les recherches, à la protection administrative des données, au renouvellement du personnel des institutions internationales et au peu d'intérêt manifesté par les décideurs locaux.

Pour remédier à ces carences Jean-Louis Arcand suggéra :

- d'améliorer la continuité des collectes de données,
- de mieux impliquer les institutions qui collectent les données,
- d'encourager la participation des universités des pays en développement,
- à accroître la coopération interdisciplinaire entre sociologues, anthropologues et économistes.

En conclusion il se déclara incapable de répondre à la question posée. Selon lui les économistes et économistes du développement ont une connaissance impressionniste des phénomènes macro et ne comprennent pas les déterminants de la croissance ou la durabilité environnementale en termes statistiques ou économiques. Les données qui permettraient de répondre à la question ne sont pas disponibles. Des données longitudinales concernant les ménages et les entreprises seraient nécessaires pour comprendre les pièges de la pauvreté.

Charles Gore se montra plus optimiste. Il pense que développement durable et croissance économique peuvent être compatibles. « Sauver des vies ou sauver la planète » est une fausse alternative, l'important c'est le choix du cadre conceptuel.

Depuis 1957 la pensée en matière de développement a changé de paradigme tous les 25 ans. De 1957 à 1982 le paradigme dominant était celui du développement national, de la période post-coloniale centrée sur l'indépendance politique et économique des peuples. De 1982 à 2007, les politiques d'intégration mondiale dominèrent avec les programmes d'ajuste-

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 16

ment structurel et la libéralisation des économies. Aujourd'hui, un nouveau paradigme émerge, une nouvelle façon de penser le développement qui englobe changement climatique, développement et croissance économique.

Cinq aspects caractérisent le nouveau paradigme :

- Une pénurie de ressources, couplée à un retard du progrès technique
- Inégalité et interdépendance (l'inégalité entre pays mais aussi entre groupes sociaux)
- La complexité croissante des interactions Nord-Sud et Sud-Sud (émergence des BRIC)
- La mondialisation des attentes sans mondialisation des opportunités
- Une confusion conceptuelle : les problèmes mondiaux sont traités dans des cadres de référence nationaux

L'approche des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) doit se faire plus complexe. Les OMD tentent de déterminer un plancher social pour la société, des standards de vie minimums à atteindre par des moyens nationaux, mais ils sont trop partiels, il faut reconnaître leurs carences et chercher à les améliorer sans toutefois les abandonner.

Il existe différentes approches théoriques de la croissance. L'approche dominante est celle de la fonction de production (néo-classique et les nouvelles théories de la croissance endogène). Mais il existe un courant de pensée plus hétérodoxe : l'approche structurelle et des « agents ». Croissance et réduction de la pauvreté sont alors des propriétés émergentes de la façon selon laquelle les capacités productives sont développées et utilisées. L'emploi est le lien déterminant entre capacités productives et réduction de la pauvreté.

Les capacités productives sont la clé pour concilier croissance économique et développement durable. Au niveau national, Charles Gore recommande de focaliser les efforts sur l'utilisation des capacités productives et les politiques industrielles favorisant le changement structurel vers une utilisation moindre d'énergie. Au niveau international, la réduction des émissions de carbone des pays riches doit être plus draconnienne afin d'aider la transition vers une basse consommation de carbone des pays en développement.

Wolfgang Sachs développa sept affirmations :

1. L'essor de la civilisation euro-atlantique a été fondé sur le carbone et les colonies. Cette croissance, due à un pactole temporaire, doit maintenant faire face à des contraintes en termes de ressources et de capacités d'absorption de la Terre. La tragédie de notre temps est que l'imaginaire du monde a été façonné par le succès de la civilisation euro-atlantique alors que les moyens pour l'atteindre sont devenus limités. Le type de bien-être généré par cette civilisation ne peut se propager à l'ensemble du monde. Pour atteindre une plus grande équité il faut considérer de nouveaux modèles de richesse. Equité et écologie sont intimement liées.

2. La croissance monétaire implique une croissance matérielle qui accroît l'empreinte écologique et entame les capacités biophysiques de la terre.

3. La croissance monétaire est un moyen inefficace de réduire la pauvreté. L'important n'est pas le niveau de croissance mais sa répartition. Améliorer la répartition du revenu est un moyen bien plus efficace de réduire la pauvreté.

4. Une réduction importante des émissions de carbone n'est pas compatible avec une croissance exponentielle. Des mesures pour accroître l'efficacité énergétique ne pourront pas réduire les émissions de CO2 de 80-90 % d'ici l'an 2050. Le type de croissance actuelle ne peut continuer, une croissance durable doit être économe en énergie. Une reconversion environnementale pourra engendrer un nouveau potentiel de croissance mais il est douteux qu'elle puisse éliminer les contraintes à long terme.

5. Les réserves de carbone ne permettront pas aux pays nouvellement industrialisés de suivre le modèle euro-atlantique de développement. Le Sud doit réduire ses émissions de carbone dès maintenant, il ne peut pas attendre que le Nord prenne des mesures palliatives. Il doit opter directement pour l'innovation écologique plutôt que la croissance industrielle. Les pays les plus pauvres ont la possibilité de faire les choix appropriés en matière d'infrastructures, d'agriculture, de construction etc.

6. L'empreinte écologique est particulièrement visible dans les pays les plus pauvres. Au Nord nous devons rendre notre croissance plus viable.

7. Il n'y aura pas de développement durable tant que la croissance des biens publics ne freinera pas celle des biens marchands. Il faut élargir notre conception de la richesse.

Pour l'**Ambassadeur de Rivero** croissance économique et développement durable ne sont pas compatibles, tout au moins dans un avenir proche. L'économie mondiale dépend de l'énergie fossile et à l'heure actuelle il n'y a pas d'alternatives viables.

Nous devons changer nos modèles de consommation. Nous vivons dans un modèle « californien » de haute consommation. Au cours des 50 dernières années, la croissance du PNB des pays industrialisés a entraîné une dégradation des écosystèmes plus rapide que précedemment. Des institutions comme la Banque mondiale, le FMI ou même les Nations Unies vénèrent le taux de croissance du PNB alors qu'il n'est qu'un indicateur de destruction de notre futur habitat.

Les OMD ne sont pas des objectifs de développement mais des indicateurs de contrôle de la misère

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 17

humaine. On oublie souvent que le niveau d'un « bas revenu » peut être relativement élevé, surtout au vu de la hausse actuelle des prix alimentaires et du pétrole. L'humanité dépend des denrées alimentaires, de l'eau et de l'énergie, or elle vit au-dessus de ses moyens. En l'absence de changement il faut s'attendre à un « effondrement » à plus ou moins brève échéance.

La majorité des pays sont lourdement endettés et ont centré leurs politiques sur un ajustement structurel plutôt que la correction des déséquilibres physiques et sociaux menaçant la viabilité de leurs économies. Ceci est dû au mythe du développement qui veut que tôt ou tard tous les pays deviennent développés.

Dans le contexte écologique actuel nous devons nous émanciper du mythe du développement. Il faut remplacer l'objectif inatteignable des pays riches par un plan de survie des pays pauvres. Il faut un pacte social entre nations.

Toutefois, les gouvernements ne peuvent résoudre tous les problèmes. Seul l'exercice de la démocratie peut pallier aux déséquilibres et éviter leurs conséquences désastreuses. La question est de savoir si nous sommes prêts à changer notre façon de vivre. Nous avons besoin d'une révolution sociale, à la fois individuelle et collective, pour résoudre le problème du réchauffement climatique résultant de nos modes de consommation.

La **discussion** souleva les questions suivantes :

- La composition (géographique et sexuelle) du panel a été mise en question.
- Des données scientifiques sur l'impact environnemental existent mais le lien entre les facteurs environnementaux et le comportement des ménages est mal connu.
- Le savoir traditionnel en matière de développement durable est de grande valeur mais comment l'intégrer aux nouvelles technologies et informations ?
- Le développement va au-delà des OMD. Ils ne sont pas parfaits mais le système des Nations Unies et les donateurs concentrent leur attention dessus. Le défi est de surmonter leurs carences et de les transformer en un cadre d'analyse de développement durable ?
- Abandonner les OMD et se concentrer sur le changement climatique signifierait délaisser une approche sociale pour une approche technique et technocratique. A l'heure actuelle le discours sur le changement climatique se limite à l'efficacité énergétique et aux technologies alternatives.
- Le discours et la pratique du développement ont été centrés sur les pauvres et l'amélioration de leur situation. On ne parle jamais de limiter le bien-être des riches. Le changement climatique résulte essentiellement du comportement des riches et risque d'anéantir les efforts en matière d'OMD.
- Pour s'attaquer aux problèmes d'inégalité et du manque d'opportunités il faut aller au-delà des OMD.
- La relation entre croissance du revenu et dégradation environnementale a deux composantes : la pollution et l'utilisation excessive de ressources non renouvelables. Alors que dans le premier cas on peut avoir une courbe de Kuznets environnementale, il est peu probable d'en avoir une dans le second cas.
- Le Sud a une littérature abondante sur la dette écologique (due à la fois à la pollution et à l'évaluation des ressources).
- Développement et changement climatique sont des problèmes globaux qui doivent être traités à différents niveaux, national et international.
- L'étude psycho-sociale du changement des comportements a été négligée. Le réchauffement climatique résulte de nos modes de consommation, les changer implique une révolution éthique, personnelle et collective.
- La notion de suffisance. Aujourd'hui nos activités sont similaires à ce qu'elles étaient il y a 40 ans mais sont devenues beaucoup plus intensives en capital et en biens matériels. Serait-il possible de vivre bien avec moins de valeur économique ?
- Les relations entre les individus et leur environnement naturel sont des éléments cruciaux du bien-être des sociétés riches. Un changement politique positif pourrait être obtenu en se concentrant sur la notion de bien-être.
- Comment résoudre les conflits entre différents acteurs ? Comment les influencer ?
- La collaboration des pays du Sud est nécessaire pour éviter des conséquences désastreuses du changement climatique. Plus d'équité et plus de justice seront les conditions de cette collaboration.
- Est-ce que gouvernance et coopération peuvent changer le monde ? Certains pensent que seuls conflit et conciliation poussent au changement et que, dans l'avenir, l'humanité devra faire face à de nombreux troubles sociaux.

Rapport de Kimana Zulueta-Fülscher, FRIDE, Spain et de Janine Rodgers, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 18

Séances plénières

III. Mobilisation de réseaux pour renforcer la gouvernance mondiale : les chercheurs, la société civile et le monde des entreprises

S. Shashikant | J. Haertle | B. Agarwal | I. Baud | C. Elleboode | C. Dunand

Intervenants :
Jonas Haertle, Pacte mondial, Nations Unies, New York
Christine Elleboode, Novartis, Suisse
Bina Agarwal, Institute of Economic Growth, Université de Delhi, Inde
Christophe Dunand, Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève, et Réalise, Suisse
Sangeeta Shashikant, Third World Network, Malaisie

Présidente : Isa Baud, Vice-Présidente de l'EADI et Vice-Directrice d'AMIDSt, Pays-Bas

Isa Baud présenta le thème de la séance : 1) Comment créer une société juste et équitable ; comment chercheurs, entreprises et société civile peuvent-ils contribuer à l'évolution des pays développés et en développement vers un développement durable, 2) Comment renforcer l'action collective des réseaux, 3) Comment différents segments de la société civile dialoguent-ils et coopèrent-ils avec les organisations internationales pour convaincre les gouvernements nationaux d'agir collectivement.

Jonas Haertle présenta le Pacte mondial (PM), une initiative de l'ONU invitant les entreprises à adopter, soutenir et appliquer volontairement 10 valeurs fondamentales dans les domaines suivants : droits de l'homme, normes du travail, environnement et lutte contre la corruption. Lancé en 2000, le PM regroupe 4000 entreprises et 1000 représentants de la société civile et des mondes du travail et académique. La moitié des participants environ viennent du Sud.

Pour les entreprises l'environnement est devenu une préoccupation importante. En juillet 2007, dans le cadre de l'initiative « Caring for the Climate », environ 250 entreprises s'engagèrent à prendre des mesures concrètes pour augmenter l'efficacité énergétique de leurs opérations et réduire l'empreinte carbone de leurs produits. Elles s'engagèrent aussi à faire pression sur leurs gouvernements en faveur d'une action à long terme.

Divers éléments peuvent pousser les entreprises à agir : la pression de la société civile, la recherche académique, la formation des futurs dirigeants d'entreprises etc. En 2006 l'initiative « Principes d'investissement responsable » cibla plus particulièrement les institutions financières.

Les entreprises sont incitées à publier annuellement les progrès qu'elles réalisent pour mettre en pratique les 10 principes du PM, 78 % le font. Le bureau du PM est désireux de mettre ces archives à la disposition du monde académique et de la société civile.
[voir www.unglobalcompart.org]

Christine Elleboode, concentra son intervention sur l'accès aux médicaments dans les pays en développement, problème complexe générant des réactions émotionnelles.

La communauté internationale, les gouvernements, les organisations caritatives, les professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique ont tous un rôle à jouer pour que le droit à la santé devienne une réalité. Les partenariats privés/publics sont aujourd'hui un trait caractéristique du secteur de la santé. Dans tout partenariat il est important que les prérogatives et obligations de chacune des parties soient clairement définies, en particulier en matière d'expertise et d'apport de ressources.

Christine Elleboode présenta des exemples concernant le paludisme, la lèpre, l'Institut Novartis de maladies tropicales de Singapour et l'Institut Novartis vaccins. Elle regretta que les contributions bénévoles ou les modèles innovants visant à améliorer la santé des patients pauvres soient rarement portés au crédit de la réputation des entreprises. Pourtant seules les com-

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 19

pagnies qui créent de la valeur ajoutée pour la société pourront être considérées comme faisant partie de la solution et non du problème.

L'expérience de Novartis permit de tirer trois conclusions : la nécessité de travailler avec tous les acteurs sérieux, la nécessité d'arriver à un accord sur des approches controversées et, bien que les opinions sur les engagements de l'industrie pharmaceutique divergent, il ne fait pas de doute que les dons et les ressources *pro bono* constituent des éléments importants.

Bina Agarwal centra son intervention sur le lien entre le local et le global. Les questions de gouvernance se posent à plusieurs niveaux et établir des liaisons entre ces niveaux peut se révéler crucial. De nombreux effets à l'échelle du monde dépendent de la gouvernance locale, en particulier en matière de conservation des ressources naturelles – forêts, eau, sols et air. Non seulement il y a interdépendance entre gouvernance locale et mondiale mais les questions d'équité, de responsabilité, de représentation et de débats se retrouvent à tous les niveaux.

Pour illustrer l'importance des approches multi-scalaires et leur articulation, Bina Agarwal prit des exemples de gestion forestière en Inde et au Nepal où les forêts sont à la fois une source de subsistance (combustible) et un riche, bien que fragile, éco-système. Les partenariats entre l'Etat et les communautés locales sont de plus en plus fréquents. La gestion forestière communautaire constitue un changement d'approche significatif (le passage d'une gouvernance centralisée « top-down » à une gouvernance participative) qui crée de nouveaux systèmes de droit foncier communautaire (co-gestion société civile/gouvernement). Ces communautés forestières doivent cependant faire face à de nombreux défis, tels que les coûts cachés en termes d'équité et de rendement, et subissent la pression externe des exploitants commerciaux.

Pour Bina Agarwal, une part de la solution consiste à forger des alliances stratégiques : (i) de nouvelles formes d'association horizontale permettant de reconnecter entre eux divers intérêts locaux afin que la perspective locale soit mieux représentée dans l'arène globale (masse critique) et (ii) une stratégie verticale de fédérations pour élargir l'impact au-delà du local. A tous les niveaux de la société civile et du gouvernement, il faut mettre en place des forums de débats pour garantir une véritable représentation.

[voir www.binaagarwal.com]

Christophe Dunand, acteur et militant, présenta la Chambre d'économie solidaire et sociale de Genève, initiative de terrain venant d'un pays du Nord. L'objectif de la Chambre est de faire la promotion, mais aussi d'encourager et d'aider, les entreprises de l'économie solidaire et sociale. Fondée en 2004 elle compte déjà 200 entreprises actives dans tous les secteurs économiques et employant entre 6 et 9 % de la main-d'œuvre salariée du canton. Troisième secteur économique à côté du secteur public et du secteur privé à but lucratif, l'économie sociale et solidaire crée de l'utilité et de l'emploi. Elle se caractérise par les valeurs et les principes de ses entreprises :

- La finalité n'est pas le profit mais de servir la communauté
- Activité économique continue
- Des employés rémunérés
- Cohérence entre valeurs et pratiques
- Auto-gestion démocratique
- Engagement à long terme en faveur du développement durable
- Limitation des impacts sur l'environnement

Le statut juridique des entreprises est varié : coopérative, association, fondation, SA/SARL sans but lucratif.

L'objectif est de promouvoir des modes de production et de consommation durables et de développer un marché social et solidaire grâce à des pratiques justes aux niveaux local et international. Pour avoir une influence sur la gouvernance régionale et mondiale en faveur d'un développement durable il est nécessaire d'établir des réseaux avec des organisations similaires. La coordination d'initiatives similaires au niveau local, régional et international demeure un défi.

[voir www.apres-ge.ch]

Sangeeta Shashikant, du Third World Network, axa sa présentation sur l'activisme des ONG.

Traditionnellement les groupes de la société civile travaillent au niveau local, mobilisent les communautés, établissent des liens avec d'autres groupes au niveau national et constituent des réseaux militants autour de questions spécifiques (droit des consommateurs, environnement, forêts, droits de la femme). Depuis les années 80 et l'essor de la globalisation il est devenu évident qu'agir au niveau national n'était plus suffisant. Des réseaux se formèrent autour de certains thèmes impliquant des groupes du Nord et du Sud en vue d'influer sur les processus nationaux mais aussi internationaux.

Sangeeta Shashikant présenta des exemples de mobilisation concernant les droits de propriété intellectuelle dans le contexte de l'accès aux médicaments et du développement. Le premier exemple se référa aux patentes dans le cadre de l'accord sur la propriété intellectuelle (TRIPs) administré par l'OMC. Le deuxième fut consacré à la réforme de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en vue d'intégrer une perspective de développement dans les activités et la culture de l'organisation. Le troisième relata les efforts pour lier le partage de virus en provenance de pays en développement et une répartition juste et équitable des profits découlant de leur manipulation.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 20

Séances plénières

Trois conclusions émergèrent de la présentation :

- Les groupes de la société civile se mobilisent autour de problèmes spécifiques ;
- Pour renforcer leur impact sur les processus internationaux les groupes de la société civile du Sud doivent s'associer à la société civile du Nord, aux chercheurs et, si approprié, aux entreprises ;
- Pour avoir un impact au niveau national il est important de collaborer avec des organisations internationales telles que l'OMS, le PNUD et autres agences qui œuvrent pour le développement des capacités nationales.
  [voir www.twnside.org.sg]

L'intérêt de cette séance plénière résida dans la diversité des interventions : un représentant d'une initiative de l'ONU ; une représentante de multinationale ; une universitaire travaillant sur la coordination des associations locales ; un responsable associatif et entrepreneur local ; une représentante de réseau fédératif du Tiers-monde. Positions institutionnelles, moyens disponibles, échelles d'actions et affirmations idéologiques étaient tous différents et donnaient ainsi un tableau assez complet de la diversité du monde actuel. Au-delà de cette diversité, on remarqua la similitude de certains problèmes soulevés par tous les intervenants. On en retiendra notamment deux : la difficulté d'articuler concrètement les échelles entre elles (du global au local) et les régions entre elles ; la difficulté de mettre en relation active les différents acteurs entre eux.

Rapport de Jean Fabien Steck, Paris X-Nanterre, France et de Janine Rodgers, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 21

Séances parallèles

1.1 Niveaux de gouvernance et stratégies de subsistance des migrants

Organisateur : le groupe de travail de l'EADI « Migration Internationale »

Intervenants : Germán A. Zárate-Hoyos, Suny Cortland College, New York, Etats-Unis ; Massimiliano Cali, ODI, Royaume-Uni ; Vesselin Mintchev, Académie des Sciences de Bulgarie ; Narayanan Nair Krishnan, CDS, Trivandrum, Inde ; Rasha Moh'd Said Amin Istaiteyeh, Université de Kassel, Allemagne

Présidente : Beatrice Knerr, Université de Kassel, Allemagne

Lors de la discussion les questions suivantes furent débattues :

- Pour souligner les synergies il faudrait connecter les transferts de fonds des migrants et les politiques financières les affectant.
- Les transferts financiers peuvent être un instrument de lutte contre la pauvreté mais en même temps résulter du sous-développement.
- Migration et transferts de fonds subissent l'influence de nombreux facteurs, ce qui demande une approche multidisciplinaire.
- Le bien-fondé de l'envoi de main-d'œuvre à l'étranger puis ensuite l'inciter à retourner dans le pays d'origine fut discuté. Cette politique peut s'avérer coûteuse pour les gouvernements des pays d'origine mais bénéfique pour son marché du travail (gain de cerveaux et de compétences). Réduire les coûts de transaction peut aider au retour des migrants.
- Il peut y avoir un problème si la main-d'œuvre hautement qualifiée d'un pays excède ses possibilités d'emploi et qu'elle n'a pas la possibilité d'émigrer (ce cas de figure ne s'applique pas au contexte de l'Afrique sub-Saharienne). Les gouvernements doivent considérer la « sur-qualification » comme un signal d'alerte à prendre en compte dans l'élaboration des politiques.
- Le cas de l'Etat du Kerala en Inde démontre que la religion influence la direction de la migration : préférences des migrants, celles des employeurs et celles des pays d'accueil potentiels.
- L'exportation de l'éducation supérieure souleva un intérêt comme nouveau domaine de recherche.

Rapport d'Agnes Pohle et Rut Schwitalla, Université de Kassel, Allemagne

1.2 Equité, économie et écologie : nouvelles technologies, nouvelles menaces ?

Organisateur : Département de technologie et développement durable, Université de Twente, Pays-Bas

Panellistes : Bina Agarwal, Institute of Economic Growth, Université de Delhi, Inde ; Lee Stapleton, SPRU, Université du Sussex, Royaume-Uni ; Eliakimu Zahabu, Sokoine University of Agriculture, Tanzanie

Président : Jon Lovett, Université de Twente, Pays-Bas

Les trois panellistes commentèrent chacun deux propositions concernant les ressources naturelles, la technologie ou la participation et le public fut appelé à réagir.

Bina Agarwal intervint sur le thème de la participation.

Proposition 1. La participation permet à la voix des pauvres de se faire entendre au niveau mondial.

Proposition 2. Les coûts de transaction de la participation sont élevés ; le contrôle du gouvernement central est une manière plus efficace de lier le local au mondial.

L'absence de participation a un coût mais la participation peut-être nominale ou réelle et sa motivation utilitaire ou intrinsèque. Celle-ci sera utilitaire par exemple si l'accord de la communauté est nécessaire pour conserver des ressources naturelles (forêts, eau, etc.). La raison intrinsèque est que tout individu devrait pouvoir se prononcer sur les décisions qui l'affectent. Participer ne signifie pas avoir une influence. Les normes sociales peuvent limiter la participation de certains membres du groupe. Ici la dimension de genre est importante (la participation des femmes peut être passive et celle des hommes active).

Le public pensa qu'il était difficile de généraliser. L'efficacité de la participation au niveau global dépend du contexte. En cas de catastrophe la réponse des gouvernements est en général plus prompte, mais après le tsunami il y a eu des exemples de réponse rapide de la part des populations (Sri Lanka).

Le choix technologique dépend du type de technologie et de la capacité des communautés à prendre des décisions : des fermiers indiens ont été capables de

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 22

résister aux OGM, d'influencer le gouvernement et de contrecarrer les entreprises privées. Mais ce sont surtout les gouvernements qui détiennent l'information en matière de technologie.

La gestion des ressources naturelles par le gouvernement central n'entraîne pas toujours des coûts de transactions moindres. Au Népal la gestion communautaire des forêts pèse plus lourdement sur les pauvres que sur les riches qui en capturent les bénéfices. L'enthousiasme vis-à-vis de la participation est parfois naïf car le processus peut être récupéré et les résultats ne sont pas toujours positifs.

Est-ce que le choix des gouvernements coïncide toujours avec l'intérêt des pauvres ? Pour des raisons d'éthique, le gouvernement zambien avait refusé un don de maïs transgénique alors que le pays souffrait de graves déficits alimentaires. Est-ce que la population affamée aurait pris la même décision ?

La participation soulève plusieurs questions : quels sont ses domaines d'application ? Qui est responsable de sa mise en œuvre ? Quelle voix prédomine ? Les structures de pouvoir et les intérêts particuliers vont souvent à l'encontre de l'intérêt des pauvres mais ces derniers peuvent s'organiser pour résister aux riches.

Bina Agarwal souligna en conclusion que la participation permettait de tenir les gouvernements responsables de leurs actions (voir www.binaagarwal.com).

Eliakimu Zahabu intervint sur les propositions concernant le marché du carbone en tant qu'instrument visant à réduire l'impact du changement climatique.

Proposition 1. Les échanges de crédits-carbone permettent aux communautés du Sud de bénéficier de la dépendance du monde industrialisé vis-à-vis du pétrole.

Proposition 2. Les échanges de crédits-carbone légitimisent la destruction de l'environnement par les économies industrialisées.

Le protocole de Kyoto est le fondement du système d'échange de crédits-carbone. Il permet aux pays du Nord qui y adhèrent d'acheter des crédits. Cet échange est sensé transférer des bénéfices du Nord vers le Sud (bénéfices dérivés du pétrole). Mais ne légitime-t-il pas la destruction de l'environnement par le Nord ? Ne permet-il pas au Nord de continuer comme auparavant ? Quant au Sud, il n'est pas tenu de limiter ses émissions de gaz à effet de serre (GES). Un soutien est seulement octroyé aux projets forestiers et d'éducation environnementale.

Pour le public, limiter la discussion aux seuls crédits-carbone est trop restrictif. Les plafonnements des émissions de GES et leur non-respect par les pays du Nord doivent aussi être discutés car ils ouvrent la voie à l'énergie nucléaire.

Est-ce que le Mécanisme de développement propre (MDP) est efficace ? Sa mise en vigueur favorise la Chine et peu de chose se passe en Afrique. Les forêts soulèvent des difficultés techniques, or c'est pourtant un domaine où l'Afrique pourrait tirer des bénéfices. Qui sont les vrais bénéficiaires ? Le Nord est doublement bénéficiaire car il investit et continue à émettre des GES.

Lee Stapleton commenta les propositions concernant le rôle de la technologie dans le processus de développement.

Proposition 1. Le transfert de technologie résout des problèmes tels que la sécurité alimentaire des pays en développement.

Proposition 2. L'imposition d'une technologie crée une dépendance et un transfert de ressources des pauvres vers les riches.

Les variétés de riz à haut rendement de la révolution verte ont réduit le nombre de personnes souffrant de la faim. Pourquoi la révolution verte fut-elle nécessaire alors que le monde avait des surplus alimentaires ?

L'imitation de technologie a contribué à la croissance économique.

Le public souleva la question des OGM et de la sécurité alimentaire. Les pays sont soumis à des pressions externes et de nouveaux acteurs (tel que Greenpeace) dénoncent cette pression.

Le mot « imposition » donne à la proposition 2 une connotation négative alors que certains transferts peuvent s'avérer bénéfiques. Les gouvernements du Sud peuvent aussi s'unir pour définir leurs besoins, par exemple en matière d'énergie renouvelable.

Etre d'accord avec une proposition dépendra du type de technologie et de son mécanisme de transfert. La proposition 1 est valable si les mécanismes ne sont pas restrictifs.

Qu'est-ce que la sécurité alimentaire ? Sa définition est un débat en soi qui couvre l'accès à l'alimentation/les disponibilités/la valeur nutritionnelle. Les problèmes ne sont pas seulement technologiques, ils concernent aussi les marchés/les acteurs/le changement climatique/la vulnérabilité/l'endurance. Dans le passé les Etats étaient les acteurs principaux, aujourd'hui les grandes entreprises ont un rôle plus important. On semble ne pas avoir tiré les leçons de l'histoire car, avec les nouvelles semences, Rockefeller et Ford avaient aussi introduit les méthodes agricoles américaines dans les pays du Sud.

La technologie n'est qu'une partie du problème. Le Nord domine la construction sociale de la technologie. Comment le Sud peut-il influer sur ce processus et apporter sa contribution ? Toute recherche a besoin

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 23

d'investissements mais d'où peuvent-ils provenir quand les budgets publics sont limités ? L'important n'est pas où se fait la recherche mais quel type de recherche. L'agriculture et la santé ont été négligées. Les institutions impliquées dans la diffusion des technologies (entretien et contrôle de qualité par exemple) doivent être mises en place en même temps que la recherche. Par exemple, les solutions techniques pour stabiliser les émissions CO2 existent mais les questions institutionnelles ne sont pas encore résolues.

Rapport de Joy Clancy,
Université de Twente, Pays-Bas

1.3 Reconnaître la multiplicité des savoirs pour une meilleure gouvernance et un développement durable : les défis conceptuels et idéologiques

Organisateur : Programme EADI/IKM

Intervenants : Valerie Brown, Australian National University, Australie ; Kingo Mchombu, Université de Namibie, Namibie ; Wangui Wa Goro, Kenya ; Martha Chinouya, London Metropolitan University, Royaume-Uni

Président : Cees Hamelink, Université d'Amsterdam, Pays-Bas

Valerie Brown analysa les types de savoir qui influencent la dynamique communautaire et montra comment la relation entre ces savoirs peut générer inertie ou développement. S'appuyant sur l'exemple de la diversité des savoirs dans le cadre d'un projet de viabilité locale de l'Université nationale d'Australie, elle expliqua le processus de changement au sein de la communauté qui héberge la plus grande fonderie de plomb du monde. Le point de départ était la pollution et la mauvaise santé mais masqué par l'anxiété concernant tout changement affectant l'emploi. Les individus, la communauté, la compagnie minière, le conseil municipal et les professionnels locaux (docteurs etc.) tous regardaient la réalité selon leur propre perspective, sans s'attaquer au fond du problème ni tenir compte de la perspective des autres acteurs. Le changement fut déclenché par un grand-parent inquiet, qui déplaça le centre des préoccupations de l'emploi vers la santé des enfants. Petit à petit les différents savoirs (individuel, communal, organisationnel et spécialisé) sortirent de leur domaine protégé (limité) pour communiquer entre eux et trouver des solutions conjointes à un problème commun. Valérie Brown conclut en interpellant les participants sur la multiplicité des savoirs au sein de leur propre communauté. Qui sont les gagnants ? Qui sont les perdants ? Quelle vérité prévaut ?

Dans une vidéo produite par l'Interactive Multimedia Studio de l'Université de Namibie, **Kingo Mchombu** présenta les divers savoirs co-habitants en Namibie et leurs antagonismes historiques (pendant les années brutales du colonialisme allemand puis sous l'autorité de l'Afrique du Sud durant l'apartheid). Comment ces savoirs concurrents, héritages de réalités socio-économiques très différentes selon les segments de la société peuvent-ils devenir une ressource commune du développement national ? Une recherche effectuée dans les quartiers pauvres de Windhoek montra que les pauvres attribuaient peu de valeur à leur propre savoir. Mchombu contrasta ces résultats avec le besoin d'inclusion prôné dans la littérature sur le développement et la gestion des savoirs et dans les politiques nationales de développement. Le partage de l'ensemble de savoirs concurrents au service d'un développement national non-discriminatoire est à la fois une pré-condition de succès et un vrai défi en matière de gestion des savoirs. Le professeur Mchombu conclut en proposant un programme de recherche participative où l'Université de Namibie travaillerait en partenariat avec les ministères concernés afin d'améliorer la compréhension commune des savoirs et leur gestion.

A travers un dialogue **Wangui Wa Goro** et **Martha Chinouya** explorèrent les liens qui existent entre leurs domaines de travail respectifs et comment ces liens se forment. Martha Chinouya est une sociologue qui travaille avec des familles affectées par le sida. Wangui Wa Goro est à la fois une sociologue et une traductrice littéraire de renom qui a focalisé son attention sur l'importance de la traduction au sens large, c'est-à-dire la transmission d'idées et de culture, et donc sur le changement politique et social. Son intérêt pour les travaux de Martha Chinouya résidait moins dans le contenu de la recherche que dans son processus c'est-à-dire les conversations avec les communautés étudiées et la diffusion des résultats qui, tout en étant rédigés sous une forme académique, sont communiqués aux communautés concernées et utilisés par celles-ci. Le dialogue leur permit de découvrir la pertinence de leurs travaux respectifs et d'examiner comment Martha Chinouya approchait les problèmes de responsabilité et de traduction. Elle mena avec succès une recherche pour le compte du service national de santé du Royaume-Uni qui impliqua une communauté originaire du Zimbabwe. Celle-ci participa activement à la traduction des résultats et à la réalisation d'une vidéo qui fut

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 24

ensuite envoyée au Manicaland (Zimbabwe), origine de la communauté étudiée, alors qu'il était devenu difficile de s'y rendre.

La **discussion** qui suivit revint sur les questions soulevées à l'ouverture de la séance :

- Est-ce que la recherche en matière de développement assume une responsabilité vis-à-vis des individus et communautés objets de la recherche et vis-à-vis des processus de développement dans lesquels ils sont engagés ?
- Est-ce que le travail consistant à traduire la recherche *sur* le développement en une recherche *pour* le développement est valorisée dans les instituts de recherche réputés alors qu'ils semblent s'auto-évaluer – et sont souvent évalués par les autres – en fonction de leurs produits académiques ?

Trois jeunes chercheurs approchèrent les intervenants pour confirmer qu'ils étaient confrontés à ces dilemmes lorsqu'ils essayaient de relier leur pratique professionnelle aux visions de développement qui les avaient à l'origine inspirés.

Le défi semble donc être double. Il est nécessaire d'explorer le rôle et l'interaction des savoirs multiples dans le contexte du développement mais il est tout aussi important que cette exploration se fasse en vue de renforcer les liens entre réflexion et pratique. Si une meilleure compréhension des savoirs multiples a pour ambition d'améliorer l'élaboration de politiques de développement et leur mise en pratique, des approches novatrices d'expression et d'interprétation doivent être utilisées. Pour cette raison les séances organisées par le programme IKM Emergent ne constituent qu'une recherche en cours.

En introduction à la séance parallèle **Mike Powell**, Directeur du programme IKM Emergent, avait présenté des projets illustrant de nouvelles méthodes de réflexion sur l'information et le savoir en matière de développement :
– modèles 3D d'utilisation des sols (www.ipad.org),
– vidéos d'opinion politiques (http://euforic.blip.tv)
– représentations animées de statistiques (www.gapminder.org).

Rapport des organisateurs

1.4 Gouvernance mondiale, la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et les mouvements de libération au gouvernement en Namibie et au Zimbabwe

Organisateurs : la Fondation Dag Hammarskjöld, Suède, et l'Université de Bologne, Italie

Intervenants : Henning Melber, Fondation Dag Hammarskjöld, Uppsala, Suède ; Ian Phimister, Université de Sheffield, Royaume-Uni ; Arrigo Pallotti, Université de Bologne, Italie

Président : Mario Zamponi, Université de Bologne, Italie

Le jour même de cette séance parallèle se tenait au Zimbabwe le second tour des élections présidentielles en dépit des protestations et appels internationaux (y compris du conseil de sécurité de la CDAA) à repousser le scrutin après le retrait de Morgan Tsvangirai en raison de la vague de répression. La crise au Zimbabwe fut donc le focus des débats, mais dans le contexte de l'héritage, en particulier colonial, des sociétés d'Afrique australe.

Henning Melber mit l'accent sur le processus consistant à passer « d'un changement contrôlé à un changement de contrôle » en Namibie où la gouvernance mondiale sous la forme de l'implication des Nations Unies dans le processus de décolonisation, qui mena à l'indépendance en 1990, est un cas unique de « confiance trahie » qui a son origine dans le système de mandat de la Société des Nations. Les contraintes externes et les principes constitutionnels adoptés limitèrent l'autonomie du nouveau gouvernement et son pouvoir de transformer profondément la société au profit de l'ancienne majorité colonisée. Le projet mis en place valida un modèle d'inégalité structurelle qui vit émerger une nouvelle élite politique ayant accès à la richesse publique et élaborant des projets contribuant à son propre enrichissement. L'absence de bénéfices tangibles pour la majorité de la population éroda peu à peu la légitimité politique du nouveau gouvernement et son discours de libération. De plus, l'efficacité d'un tel discours a une date de péremption biologique avec l'augmentation du nombre de nouveaux électeurs nés après l'indépendance. Pour rétablir cette crédibilité la rhétorique se fit de plus en plus populiste. Le récent changement dans les relations extérieures de la Namibie indique un nouveau positionnement : les pays nordiques, qui furent parmi les premières puissances occidentales à soutenir la lutte pour l'indépendance en Afrique australe, ont réduit leur présence et leurs relations diplomatiques et les relations amicales avec des pays comme la Chine et la Corée du Nord ont été renforcées. On peut se demander si la stratégie des Nations Unies de stopper son engagement le jour de l'indépendance fut un signe d'indifférence bienveillante ou de respect pour la souveraineté nationale. Il est évident que la notion de démocratie n'est pas pleinement mise en pratique en Namibie. C'est chantier en cours.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 25

Séances parallèles

Ian Phimister présenta le cas du Zimbabwe et l'escalade de la crise depuis 2000. Il rappela que les atrocités commises par la Cinquième brigade dirigée par Mugabe au début des années quatre-vingt constituaient un signe annonciateur. Il est estimé qu'environ 20 000 personnes furent massacrées lors d'actes de violence de masse s'approchant du génocide. Vingt ans plus tard, l'opération « Nettoyage des bidonvilles » attesta de la persistance d'une mentalité indifférente à la souffrance des gens ordinaires alors que le régime du ZANY/PF avait déjà perdu sa légitimité parmi la majorité de la population. Près de 3 millions de personnes sont réfugiées hors du Zimbabwe, la plupart appartiennent à la classe moyenne éduquée. La prétendue réforme agraire accélérée déplaça les populations rurales sans terre et privilégia la petite élite politicienne et les fonctionnaires de l'armée et de la police. Phimister souligna que malgré la crise le Zimbabwe n'a rien d'un « Etat défaillant » : des segments de l'économie, financés par des capitaux locaux ou originaires d'Afrique du Sud et australe, en collaboration avec des compagnies transnationales (européennes ou américaines), fonctionnent et prospèrent.

Comme pour la Namibie, le cas du Zimbabwe montre que l'autoritarisme développé au sein de la lutte anti-coloniale n'est guère apte à faciliter la transition vers la démocratie. Il est plus proche de la mentalité opprimante qu'il combattait sous le régime minoritaire colonial. Violence et élections truquées ont fait partie des réalités politiques et sociales du Zimbabwe post-indépendance. Une victoire de Tsvangirai dans les urnes résulterait en une autre « chimurenga » (guerre), car Mugabe n'abandonnera jamais le pouvoir dans l'Etat militarisé ZANU. Les critiques occidentales se contentent d'être verbales et les efforts récents pour mobiliser les pays africains sont demeurés sans grand effet. Jusqu'ici les paroles n'ont été accompagnées d'aucune action.

Pour **Arrigo Pallotti**, le troisième intervenant, la passivité de la CDAA est due aux défis politiques posés par le régime du Zimbabwe et sa réticence à intervenir. Démocratie, bonne gouvernance et développement font partie du mandat de la CDAA, mais au milieu des années 1990 l'organe de sécurité de l'organisation sous-régionale était déjà paralysé par le conflit entre le Zimbabwe (qui refusait d'évacuer la présidence) et l'Afrique du Sud.

Peu après les divergences au sein de la CDAA concernant l'intervention en République démocratique du Congo contribuèrent à accroître les dissensions entre ses membres en matière de sécurité. L'organisation régionale était avant tout identifiée avec la promotion de la concurrence économique et commerciale, ce qui affaiblissait ses engagements et positions politiques en matière de gouvernance. La réticence à intervenir dans les affaires intérieures des Etats membres résultait aussi des liens étroits qu'avaient tissé entre eux les anciens mouvements de libération qui se retrouvaient maintenant aux commandes gouvernementales.

D'autres raisons expliquent aussi cette non-ingérence : la stratégie de la CDAA de promouvoir la stabilisation économique du Zimbabwe par voie du dialogue, la résistance à toute interférence extérieure (surtout occidentale), les divisions politiques parmi les Etats membres, les conflits économiques et la peur d'être critiqués par leurs électorats nationaux s'ils ne soutenaient pas Mugabe qui jouissait d'un soutien populaire important en raison de sa politique foncière et de son discours anti-impérialiste. Depuis sa création la CDAA n'a pas aidé à surmonter les héritages structurels et, en tant que projet régional, continue à souffrir d'un déficit démocratique dans les domaines politique et social.

La **discussion** porta sur une comparaison avec d'autres sociétés ayant des gouvernements issus d'un combat contre un pouvoir illégitime (comme le Vietnam). De telles comparaisons en vue d'identifier des similarités et des différences pourraient constituer un projet de recherche valable. Il serait également utile d'étudier les similarités et les différences avec des pays de la région (Botswana, Zambie et Tanzanie) qui ont accédé à l'indépendance sans connaître de lutte armée anti-coloniale. D'autres questions concernèrent le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Mécanisme africain de revue par les pairs (APRM), accueilli à l'origine comme un moyen de renforcer la démocratie et les droits de l'homme mais des expériences frustrantes ont tempéré les espoirs initiaux.

Rapport d'Henning Melber,
Fondation Dag Hammarskjöld, Uppsala, Suède

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 26

Séances parallèles

2.1 Coopération européenne au développement, horizon 2020 : questions émergentes en matière de politique de développement

Organisateur : EADI

Intervenants : Sven Grimm, DIE, Bonn, Allemagne ;
John Humphrey, IDS, Sussex, Royaume-Uni ; Garth le Pere, Institute for Global Dialogue, Afrique du Sud

Président : Nadarajah Shanmugaratnam, Norwegian University of Life Sciences, Norvège

Nadarajah Shanmugaratnam ouvrit la séance en présentant les origines du projet EDC 2020. Il souligna les défis que pose la structure de l'Union européenne dont l'élargissement a pour conséquence la diversité des politiques nationales. Le Sud est également très diversifié et ses pays connaissent des processus dynamiques variés. Les puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil mettent en oeuvre leurs propres politiques de coopération sud-sud et, en même temps, de nombreux pays souffrent de défaillances en matière de gouvernance et le sous-développement n'a pas été surmonté. « Comment aborder les problèmes de développement vu la complexité du nouvel environnement ? » et « Quels problèmes relèvent de la coopération au développement et des relations internationales ? » demeurent des questions cruciales.

Le projet EDC2020 a identifié trois nouveaux thèmes importants :

- Les nouveaux acteurs en matière de coopération au développement
- La sécurité énergétique, démocratie et développement
- Changement climatique et développement

Sven Grimm présenta brièvement les objectifs du projet qui durera 3 ans. Pour chacun des trois thèmes mentionnés ci-dessus, le projet identifiera les tendances susceptibles d'avoir un impact sur la coopération au développement au cours de dix prochaines années. Il fit référence à l'intervention de Charles Gore qui, dans la séance plénière II, identifia ces mêmes thèmes.

Plusieurs dates au cours des prochaines années (par ex. 2015 pour les OMD) nous obligerons à évaluer notre travail et à voir si nous avons réussi ou échoué. Le projet a l'ambition de formuler des propositions pour différents scénarios. Thèmes, opportunités et risques de la coopération au développement seront analysés et des recommandations seront faites alors qu'un nombre de réformes sont en attente au niveau européen et que l'avenir du traité de Lisbonne reste incertain. L'architecture de l'aide est confrontée à des défis concernant la division de travail en même temps que de nouveaux acteurs émergent sur la scène internationale.

John Humphrey discuta des nouveaux acteurs de la coopération internationale. Parmi l'éventail de ces nouveaux acteurs (nouveaux membres de l'Union Européenne, pays du Moyen Orient, d'Amérique latine et d'Asie) il limita ses réflexions à la Chine et l'Inde et souligna que ce ne sont pas vraiment de nouveaux acteurs mais que l'intérêt pour leurs politiques est nouveau et grandissant. La Chine, qui a été largement critiquée pour ne pas avoir accepté les critères et la gouvernance du CAD, ne compte que pour 10 % des échanges commerciaux de l'Afrique. L'Europe et les Etats-Unis sont de loin les plus importants partenaires commerciaux. De plus en ce qui concerne l'exploitation des ressources, la Chine exporte beaucoup moins que les Etats-Unis. L'engagement de la Chine en Afrique est donc moins remarquable qu'il n'est souvent supposé. Deux questions sont plus particulièrement intéressantes pour la coopération au développement :

- Pour nous Européens, il y a peut-être des leçons à tirer des projets chinois et de leurs politiques de réduction de la pauvreté.
- Les politiques chinoises sont extrêmement pertinentes en matière de biens publics tels que la protection de l'environnement, l'équité et la sécurité.

Le défi auquel les Européens devront faire face est la façon dont la Chine et l'Inde structurent leur coopération au développement. Cela pose problème aux Européens car ces pays ne séparent pas commerce, investissements et autres types de politiques. La question pour l'Europe est : comment les ministères européens de coopération au développement collaborent-ils avec les ministères des affaires étrangères ou du commerce extérieur ?

Garth Le Pere décrivit certaines tendances mondiales qui, selon lui, devraient être prises en compte dans le projet EDC 2020.

- L'accroissement de la population
- La pénurie alimentaire
- L'économie mondiale et la globalisation
- Les tensions entre gouvernance mondiale et nationale

Il souligna que peu de progrès avait été accomplis concernant le réchauffement de la Terre, les OMD et la menace de catastrophe nucléaire. Le système mondial est dans un piteux état depuis la fin de la guerre froide.

- Les valeurs du système des Nations Unies sont contestées.
- L'avenir de l'Union européenne n'est pas clair.
- L'OMC doit affronter la division au sein des négociations du cycle de Doha.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 27

Séances parallèles

Au cours de la discussion plusieurs questions furent soulevées et des propositions constructives furent suggérées.

L'aide ne doit pas être considérée indépendamment des relations internationales et donc la coopération au développement doit faire partie d'objectifs plus larges. Le fait de se focaliser uniquement sur la coopération peut avoir contribué à empoisonner les relations entre pays. La stratégie Union européenne-Afrique signale aussi que l'UE envisage un partenariat plus large, au delà de la simple relation d'aide au développement.

Toutefois la complexité d'une approche plus large – l'ensemble de la coopération internationale et sa diversité de questions – est un des principaux défis du projet. En raison des restrictions budgétaires, le consortium a dû décider quelles questions retiendraient son attention ; d'autres questions importantes telles que la sécurité ou la gouvernance mondiale ne peuvent être traitées en détail.

Le projet a pour but d'élaborer des scénarios relatifs aux thèmes retenus et à fournir des éléments d'analyse pour la formulation de politiques. Il met l'accent sur la question : Comment sera l'Europe en 2020 ?

Jusqu'ici la recherche comparative a été absente du projet, il a été suggéré qu'il serait intéressant de comparer la Chine et l'Inde à l'UE et aux Etats-Unis puisque les décideurs politiques ont l'impression que la Chine et l'Inde ont une grande influence. Des données comparatives fourniraient un cadre pour estimer l'ampleur de leur impact et leur importance.

Jusque récemment l'Europe ne considérait pas la Chine et l'Inde comme pouvant concurrencer les politiques européennes. L'Europe doit donc redéfinir une nouvelle stratégie globale afin de répondre aux récents développements.

D'un autre côté, la perception de menace émanant de la Chine en tant qu'acteur international a été très exagérée. Tout en poursuivant ses propres intérêts elle a fourni à l'Afrique de précieux apports notamment dans le domaine des télécommunications et des infrastructures. L'engagement de la Chine permet aux dirigeants africains de choisir plus librement ce qui correspond le mieux à leurs politiques nationales. Il fut souligné toutefois qu'il faudrait que la Chine revoie sa politique de non-interférence.

Contrairement à ce qui est souvent supposé, l'Union Européenne n'est pas un acteur monolithique, certainement bien moins que la Chine ou les Etats-Unis, et est moins menaçante pour ses partenaires.

Actuellement la Chine étudie les projets d'aide européens afin d'éviter nos erreurs du passé. L'évaluation des projets d'aide a montré que les projets privés fonctionnent mieux que ceux financés par le gouvernement.

Par contre, l'UE devrait étudier les aspects structurels de la Chine et l'Inde. Comment ces pays toujours pauvres peuvent-ils devenir puissants et quelles sont leurs stratégies de réduction de la pauvreté ?

Il a été souligné que le projet EDC 2020 attachait une grande importance aux analyses recommandant des choix de politiques. Un site [www.edc2020.eu] offre des informations sur les activités et les résultats du projet, une lettre d'information régulière, la possibilité de télécharger gratuitement les publications émanant du projet ainsi que des documents de travail et de courtes synthèses à l'intention des décideurs politiques.

Finalement, deux autres initiatives importantes furent mentionnées : (1) un projet de l'Université d'agriculture chinoise « Red Rise and the Black Fall » qui analyse les politiques agricoles de la Chine et pourrait fournir des informations sur la façon dont celles-ci pourraient s'appliquer en Afrique, (ii) un nouveau centre « China Poverty Centre » financé par le PNUD et le gouvernement chinois, qui rapporte les réussites et les erreurs des politiques chinoises.

Rapport de Charlotta Heck,
Secrétariat de l'EADI, Bonn, Allemagne

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 28

Séances parallèles

Migration et Développement : cohérence politique et véritables partenariats

Organisateur : le Centre de développement de l'OCDE, France

Intervenants : Denis Drechsler, Centre de développement de l'OCDE, France ; Bachir Hamdouch, Institut national de la statistique et de l'économie appliquée (INSEA), Rabat, Maroc ; Binod Khadria, Jawaharlal Nerhu University, Inde

Président : Ibrahim Awad, Bureau International du Travail, Suisse

Points saillants de la discussion

- Il est important de choisir une série d'indicateurs pour mesurer le développement. Ceux-ci pourraient inclure les transferts financiers des migrants (les plus visibles), le transfert du savoir et les déséquilibres du marché du travail.
- La plupart des fonds sont transférés par des travailleurs peu qualifiés. Ils contribuent à réduire la pauvreté dans les pays d'origine.
- « L'exode de cerveaux » et « l'afflux de cerveaux » ne sont pas clairement définis et sont sujets de discussions prêtant à controverse.
- Il n'y a pas de consensus quant à l'impact des migrations sur le développement.
- En raison de l'absence de système de sécurité sociale, souvent les migrants ne veulent pas retourner dans leur pays d'origine.
- Les définitions de travailleur hautement qualifié, qualifié et non qualifié diffèrent. Les indicateurs utilisés peuvent être éducationnels ou professionnels.
- L'éducation supérieure n'entraîne pas automatiquement le développement. Elle peut attester d'un certain déséquilibre du marché du travail.
- Les flux migratoires internationaux sont de plus en plus difficiles à mesurer dû, en particulier, à l'accroissement des migrations temporaires et circulaires.
- La politique migratoire de l'UE est devenue en partie plus restrictive. Pour répondre au besoin de main d'oeuvre hautement qualifiée, plusieurs initiatives ont été mises en place pour faciliter l'immigration de cette catégorie de travailleurs. Par contre, l'immigration de main d'oeuvre non qualifiée tend à devenir plus difficile.
- La concurrence entre les Etats-Unis et l'UE en vue d'attirer des migrants hautement qualifiés influence leurs politiques d'immigration.
- Les présentations et la discussion se concentrèrent sur les transferts financiers mais des thèmes annexes furent aussi abordés : l'influence des diasporas et les coûts sociaux des migrations.
- On demande à la communauté internationale d'assumer la responsabilité de créer des emplois et de mettre en oeuvre des politiques de développement. Les pays d'accueil et les pays d'origine devraient coopérer afin que les populations concernées soient gagnantes.
- Les migrations ont des conséquences à long terme qui doivent être prises en compte.

Rapport de Agnes Pohle et Rut Schwitalla, Université de Kassel, Allemagne

Gouvernance mondiale et développement durable au Moyen-Orient

Organisateur : Martin Hvidt, Université du Danemark du Sud

Intervenants : Gerd Nonneman, Université d'Exeter, Royaume-Uni ; Waleed Khalil Zubari, Arabian Gulf University, Bahrain ; Martin Hvidt, Université du Danemark du Sud, Danemark

Gerd Nonneman centra sa présentation sur les aspects politiques de la gouvernance mondiale. Jusqu'ici la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) n'a tenu qu'une place relativement modeste dans le système de gouvernance mondiale en raison des caractéristiques de ses Etats : absence de classe moyenne, manque de légitimité institutionnelle, choix politiques des régimes etc. Nonneman divisa les Etats de la région en deux catégories : les Etats du Golfe plus le Maroc et la Jordanie et le « reste ».

Le « reste » est caractérisé par un déficit considérable en matière de réformes politiques. Celles-ci sont d'autant plus improbables que l'Etat est perçu comme une autocratie et des réformes mineraient sa crédibilité. Ces Etats ont réussi à résister à la pression des institutions financières et des donateurs internationaux qui les poussent à introduire des réformes.

Par contre, les Etats du Golfe (y compris Maroc et Jordanie) ont entrepris des réformes politiques qui, graduellement, peuvent conduire à la durabilité à long terme. Bahrein est peut-être la seule exception.

Waleed Khalil Zubari Waleed Khalil Zubari consacra sa présentation aux questions d'environnement dans le cadre du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La politique environnementale du CCG a défini 5 priorités :

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 29

- Qualité et pénurie de l'eau
- Dégradation des sols et désertification
- Dégradation de l'environnement côtier et marin
- Gestion de l'environnement urbain
- Paix, sécurité et environnement

Zubari analysa 4 scénarios possibles : le scénario du marché, le scénario de la réforme politique, le scénario de la sécurité et le scénario du développement durable. Il conclut sa présentation en soulignant que les choix les plus importants pour le futur de l'environnement ne sont pas forcément ceux faits dans le secteur de l'environnement (la viabilité environnementale dépendra du choix de paradigme de développement) et que les politiques de gestion de l'environnement doivent être intégrées dans la planification du développement socio-économique (et ne pas être compartimentalisées).

Donc, pour les Etats du CCG les facteurs-clés de viabilité sont : i) investir dans les ressources humaines, ii) améliorer la gouvernance, iii) investir en R&D pour résoudre les questions de société et iv) intégration et coopération régionale.

Martin Hvidt axa sa présentation sur la durabilité économique dans un monde globalisé. Le but de sa communication était d'analyser la durabilité économique des Etats de la région MENA dans la perspective de leurs politiques passées et présentes. Il donna un aperçu du type de politiques économiques traditionnelles (1960-1999) et du nouveau type (depuis 2000). Les premières étaient caractérisées par une importante intervention de l'Etat et a conduit à des résultats décevants. Pendant cette période, l'économie n'a pas été capable de croître ou même de se maintenir au rythme de croissance (élévée) de la population.

Les nouvelles politiques économiques, introduites en raison des mauvais résultats antérieurs, ont conduit à d'importantes réformes dans un certain nombre de pays. La forte augmentation du niveau d'investissements étrangers directs est attribuée à ce changement politique. La présentation se termina avec une discussion de la durabilité du modèle économique des Etats du Golfe. Des questions relatives à la main d'oeuvre étrangère, au secteur immobilier et à la profondeur des réformes furent également soulevées.

Rapport de Martin Hvidt,
Université du Danemark du Sud

2.4 La gestion des dons de la nature : les liens entre gouvernance, conflit et ressources naturelles

Organisateur : Centre International de Reconversion de Bonn (BICC), Allemagne

Intervenants : Anneke Galama, Fatal Transactions, Institut néerlandais pour l'Afrique Australe (NiZA), Amsterdam ; Morten Boas, Institute for Applied International Studies. Oslo, Norvège ; Ayodeji Olukoju, Université de Lagos, Nigéria ; Joloien Schure, Bonn International Centre for Conversion (BICC), Allemagne

Président : Wolf Christian Paes, Bonn International Center for Conversion (BICC)

La gouvernance des ressources, les conflits et les campagnes de conscientisation furent les principaux thèmes discutés.

Jolien Schure présenta sa recherche sur le lien entre gouvernance des ressources et conflit. Elle a expliqué la théorie du soi disant 'piège des ressources' qui veut que si les revenus d'un pays dépendent de ressources naturelles celui-ci sera plus vulnérable à la guerre civile. Des études récentes ont montré que bien d'autres facteurs peuvent contribuer au déclenchement d'un conflit violent, notamment le rôle des gouvernements et leur gestion des revenus tirés des ressources naturelles. L'hypothèse est qu'une bonne gouvernance des ressources, définie comme « la manière dont les gouvernements régulent et gèrent l'utilisation des revenus provenant de ces ressources et la redistribution des coûts des ressources », aboutirait à une paix durable. Sur la base de cette hypothèse le BICC lança une recherche. Les résultats montrent une corrélation entre ces deux variables : une bonne gouvernance des ressources naturelles signifie que la chance d'avoir un conflit violent est plus réduite. La redistribution des richesses tirées des ressources naturelles est une condition nécessaire (mais non suffisante) à un développement durable et pacifique. Plus d'information sur le site : http://www.resource-conflict-monitor.org

Le professeur **Ayodeji Olukoju** présenta une étude de cas sur le delta du Niger au Nigéria, où le pétrole et le gaz sont la colonne vertébrale de l'économie du pays. Il fit un bref historique du delta du Niger et insista sur le lien entre les ressources naturelles et la politique. La gestion des ressources a modelé le paysage politique du Nigéria depuis l'indépendance, avec la conséquence qu'une riche élite a vu le jour. Elle est soutenue par les compagnies pétrolières et joue la carte ethnique dans la politique locale et nationale. Tout cela a provoqué de l'agitation parmi des groupes minoritaires qui estiment qu'ils sont non seulement marginalisés politiquement mais aussi exclus des revenus du pétrole et du gaz gisant dans leur propre pays.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 30

Séances parallèles

L'extraction de pétrole et de gaz a abouti à une dégradation de l'environnement et une injustice parmi la population locale (comme dans le cas de l'ethnie Ogoni) qui s'est dressée contre le gouvernement et les grandes compagnies pétrolières.

Au cours de la dernière décennie, le delta du Niger a connu une militarisation croissante, même après le retour d'un gouvernement démocratique. La conséquence est un militantisme accru au sein des groupes ethniques. Le soutien aux groupes militants résulte du taux de chômage élevé, de la pauvreté et de la perception grandissante de marginalisation délibérée des groupes ethniques du delta du Niger par l'Etat nigérian, ainsi que des pratiques d'emploi discriminatoires des compagnies pétrolières vis-à-vis des ethnies locales. Cette situation conduit à une poussée de groupes militants tels que le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) qui attaque des sites de pompage de pétrole et kidnappe des politiciens et du personnel travaillant pour les grandes compagnies pétrolières.

Le Professeur Olukoju conclua que pour résoudre le problème de gouvernance et de contrôle des ressources il fallait un système fédéral nigérian plus décentralisé et qu'il était nécessaire de réduire le taux de chômage des jeunes. L'Etat devait aussi s'attaquer à la situation déplorable des infrastructures sociales en consacrant les revenus du pétrole à l'amélioration de l'éducation et du système de santé. Enfin il devait réduire la militarisation du delta du Niger.

Morten Boas aborda le conflit lié aux ressources sous l'angle agricole. Sa présentation intitulée « A bitter harvest : Cocoa and identity in the Ivory Coast conflit » a été centrée sur la migration de main d'œuvre, sur le problème identitaire résultant de la croissance du secteur du cacao et la relation entre populations locales et les « étrangers », c'est-à-dire les travailleurs qui ont émigré vers le sud, là où se trouvent la plupart des plantations. La Côte d'Ivoire est le plus gros producteur mondial de cacao. Celui-ci est considéré comme le « sang » du pays, ses exportations rapportent 1,4 milliards de dollars et créent plus de 4 millions d'emplois pour quelques 17 millions d'habitants. Malgré la croyance encore fort répandue que la majorité du cacao est produite dans de grandes plantations, en réalité le cacao est plutôt cultivé par de petits agriculteurs.

L'essor économique de la culture du cacao a engendré une migration du nord vers le sud plus fertile. Les populations locales ont bien accueilli les travailleurs migrants et ont mis en place un système de patronage selon lequel « l'étranger » obtient certains droits sur la terre en échange de cadeaux, de travail et d'argent, ces éléments représentant alors sa gratitude envers son « patron ». Au début le système a bien fonctionné, mais ces dernières décennies, la terre se faisant rare des tensions ont vu le jour et ont provoqué une hostilité croissante entre les populations locales et les travailleurs « étrangers ». Boas expliqua que les élites locales tout comme les élites nationales utilisent les réalités de la migration et les problèmes identitaires dans leur discours politiques afin de diviser et mieux régner.

Anneke Galama de Fatal Transactions Campaign (FT), souligna le besoin de collaboration et coopération accrues entre les chercheurs et les activistes. FT est une organisation de coordination d'ONG européennes et africaines qui avait lancé une campagne contre les soi-disant « diamants de sang » vendus pour financer les guerres en Afrique de l'Ouest. FT contribua à propulser sur l'agenda international l'établissement d'un certificat pour diamants en vue d'éliminer les « diamants de sang » et de faire pression sur les compagnies diamantaires pour qu'elles améliorent les conditions de travail de leurs employés (voir le Kimberley Process à www.kimberleyprocess.com/).

La stratégie de FT est de conscientiser le public européen à la présence de ressources naturelles provenant de régions de conflit dans des biens de consommation (portables, téléphones mobiles) et de faire pression pour que la politique change. Une telle campagne doit bien sûr s'étayer sur une recherche solide mais, pour Galama, l'argument que la réalité est « trop complexe, il faut donc plus de recherche » ne doit pas servir d'excuse pour retarder l'action.

Dans la **session de questions/réponses** qui suivit, les participants posèrent des questions sur la méthodologie de la recherche, le concept de gouvernance des ressources et les causes structurelles des conflits. Plusieurs remarques importantes soulignèrent que les ressources naturelles pouvaient être vues sous l'angle d'un avoir économique permettant de financer un conflit mais aussi sous l'angle environnemental où la rareté de ressources telles que l'eau ou la terre pouvait être source de conflit. De nombreux thèmes liés à la gouvernance des ressources furent abordés. Il fut suggéré de sortir du domaine conceptuel et d'examiner « qui gouverne réellement ». La situation des populations vulnérables et leur accès aux ressources au niveau local étant une des préoccupations majeures. La discussion porta ensuite sur les résultats des campagnes de conscientisation. Quel usage les consommateurs peuvent-ils faire de l'information et les alternatives sont-elles réalistes ? L'équipe de FT a reconnu qu'il n'existait pas de solutions claires et nettes mais que des campagnes telles que celle de FT et des événements tels que la conférence de l'EADI constituaient le début d'un changement d'attitude à l'égard de la gouvernance des ressources et des responsabilités des compagnies et consommateurs occidentaux.

Rapport du BICC

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 31

Ateliers, Tables Rondes, Mini-symposium

Repenser les stratégies de réduction de la pauvreté : le rôle de la politique sociale

Organisateur : Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD), Suisse.

Les intervenants étaient tous de l'UNRISD :

Yusuf Bangura, Naren Prasad, Katja Hujo, Shahra Razavi, Terence Gomez

L'atelier se pencha sur le rôle légitime de l'Etat en matière de politique sociale, particulièrement de réduction de la pauvreté.

Bien que la pauvreté soit actuellement une préoccupation majeure de l'agenda du développement international, de nombreux pays seront incapables de réduire significativement leur niveau de pauvreté. Des esprits critiques affirment que le modèle d'ajustement déflationniste en vogue dans les années 1980 continue de limiter l'éventail des stratégies que les pays peuvent adopter pour lutter contre la pauvreté. De plus, l'expérience des pays nouvellement industrialisés, qui sont parvenus à réduire la pauvreté dans des délais très courts, n'a pas été mise à profit. Ces pays se sont employés non pas à réduire la pauvreté mais à transformer leurs structures pour favoriser notamment une expansion de l'emploi et/ou l'application de politiques sociales universalistes.

L'expérience des pays développés montre le rôle critique des transferts sociaux dans la réduction de la pauvreté. Les modèles sociaux-démocrates y ont le mieux réussi. Toutefois la protection sociale ne se réduit pas à la gestion des risques et à la réduction de la pauvreté. Une politique sociale peut contribuer au développement économique, à l'égalité et à l'équité entre hommes et femmes, au progrès de la démocratie et à la légitimité politique, ainsi qu'à la cohésion sociale. La politique sociale s'occupe de redistribution, de production, de reproduction et de protection et agit de concert avec la politique économique à la poursuite d'objectifs nationaux, sociaux et économiques. Les recherches de l'UNRISD montrent que pour que les politiques sociales soient équitables et un facteur d'intégration, leurs différents rôles doivent tenir une place égale dans une stratégie de politique sociale nationale. Il faut éviter en particulier que la poursuite des objectifs de production et de protection ne se fasse au détriment des objectifs de redistribution et de reproduction.

Les thèmes suivants ont été présentés et discutés dans l'atelier :

1. **Yusuf Bangura :** réduction de la pauvreté et régimes politiques
2. **Naren Prasad :** services sociaux en faveur des pauvres
3. **Katja Hujo :** protection sociale et réduction de la pauvreté
4. **Shahra Razavi :** dynamique sexospécifique des marchés du travail et services non-rémunérés : conséquences pour la réduction de la pauvreté
5. **Terence Gomez :** cibler les inégalités horizontales ? Action positive, identité et conflit

Voir le site de l'UNRISD :
www.unrisd.org/research/poverty
www.unrisd.org/research/socialpolicy
www.unrisd.org/research/spd

Rapport de Katja Hujo

Présentation de services d'information et du savoir

Organisateur : Euforic et le Groupe de travail de l'EADI « Gestion de l'information »

L'atelier réunit 12 intervenants. Les éléments suivants furent mis en exergue au cours de la discussion :

Comme l'ont souligné **Cheryl Brown** et **Alan Stanley**, d'IDS Information Services, actuellement le problème est double : d'un côté il peut être difficile d'obtenir l'information désirée et de l'autre, il y a abondance d'information et pas assez de temps pour la lire. En conséquence, deux objectifs distincts sont sous-jacents à la gamme de services présentés. Afin de réagir au manque d'accès à des informations importantes, certains services considèrent que leur but principal est de rassembler le savoir digne d'être pris en considération et de le rendre accessible au groupe cible.

Chris Addison présenta R4D, un portail mis en place par CABI, qui diffuse les informations relatives aux projets financés par DFID au moyen d'alertes par courriel, de fils RSS (Souscription vraiment simple) et de renvois d'information sur la recherche à travers un blog et des interviews vidéo. **Kevin Painting** présenta Newsfordev, le portail du CTA récemment créé. Ce portail veut faciliter l'accès aux informations en matière de développement, en particulier dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. Ces informations sont disponibles grâce à des sources RSS organisées en dossiers thématiques et recherche par mots-clés. **Susanne von Itter** présenta El@nd, dont l'objectif est de rehausser la visibilité des bibliothèques spécialisées sur le développement du réseau de

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 32

l'EADI. El@nd rassemble et sélectionne des ressources filtrées par des bibliothécaires, pour aider les chercheurs et les étudiants dans leur recherche d'information. **Kimberley Parker** présenta le Programme Hinari de la Bibliothèque de l'OMS. Hinari fournit gratuitement ou à des coûts minimes à des institutions sans but lucratif de 108 pays en développement un accès en ligne à des revues scientifiques dans le secteur biomédical et des sciences sociales. Représentant l'approche du problème de la surcharge d'information, **Fani Kakridi** souligna le travail rédactionnel et de production de commentaires d'InfoResources, une initiative de l'Université de Berne. Afin de réduire la masse d'information disponible, les collaborateurs choisissent des textes et font des commentaires seulement sur les principales sources concernant les ressources naturelles et les thèmes de la coopération internationale. **Alan Stanley** et **Cheryl Brown** insistèrent sur l'énorme effort et le temps que l'IDS Knowledge Service consacre à sélectionner, synthétiser et filtrer l'information. Les décisions rédactionnelles sont cruciales pour structurer l'information.

Le thème de la langue a été récurrent au cours des présentations. Beaucoup de personnes ont identifié la tâche de fournir de l'information adéquate comme étant le défi de l'avenir. **Wilma Roen** de l'ILEIA expliqua comment fonctionne la production du magazine LEISA, publié en plus de cinq langues ainsi que le portail du réseau sur les petites exploitations agricoles durables. Des collègues de Chine, d'Amérique latine, du Brésil et d'Afrique de l'Ouest produisent des versions régionales du magazine et le portail internet, et fournissent des informations basées sur l'expérience et adaptées aux besoins des petits agriculteurs d'une région particulière.

Le savoir et l'échange d'information sont apparus comme une constante dans les présentations. L'initiative Focuss.Info de l'institut néerlandais ISS (Institut of Social Studies), présentée par **Richard Lalleman**, est un bon exemple de cette approche. Focuss.Info est une plateforme de collaboration entre pairs pour procéder à l'échange et au stockage de savoirs régional, national et international. Ce savoir vient de ressources électroniques réunies par un système social de signets. Le portail de l'EADI et le Research Monitor, présentés par **Can Akdeniz**, améliorent l'accès à la recherche en matière de développement et valorisent l'échange d'information entre les membres de l'EADI à travers le portail, les alertes par courriel, les fils RSS et la lettre d'information.

Ces services ont tendance à se rapprocher de leurs groupes cibles. **Maarten Boers** d'ICCO présenta le programme ComPart Flowers, un jeu d'outils interactifs sur web 2.0 pour faciliter la communication entre partenaires virtuels. Selon les besoins individuels, des partenaires du Sud et du Nord peuvent choisir leurs outils en vue d'améliorer leur échange d'information et de communiquer entre eux ou avec d'autres bureaux régionaux et des donateurs. ReliefWeb, présenté par **Eva Vognild**, opère à partir de 5 bureaux répartis dans le monde pour diffuser des nouvelles 24/7 sur les catastrophes naturelles et les crises humanitaires. Grâce à cette proximité du groupe cible et la diffusion d'information fiable, ReliefWeb a pour but de renforcer les capacités de réponse de la communauté humanitaire internationale.

L'interactivité a été identifiée comme un des défis clé de l'avenir. Les portails KIT, présentés par **Wiebe de Boe**r, sont des portails thématiques offrant différentes options de recherche pour accéder aux sources libres d'Internet. A l'avenir, les portails KIT veulent augmenter le degré d'interactivité pour encourager les réactions et contributions des utilisateurs.

Après avoir discuté 12 services d'information et du savoir une question se pose : est-ce que le grand nombre d'initiatives est une bonne chose, ou bien se recoupent-elles ? Y a-t-il trop de diversité ; est-ce vraiment possible d'avoir trop de diversité ?

Rapport de Birthe Paul, Euforic

Planifier l'avenir et gérer le changement au sein des instituts de recherche et des groupes de réflexion

Organisateur : Simon Maxwell, Overseas Development Institute (ODI), Royaume-Uni

Le premier jour de la conférence fut consacré à un atelier des directeurs d'instituts européens de développement qui discutèrent du changement affectant leurs institutions, de la tendance à fusionner instituts d'études du développement et instituts de développement international pour en faire des instituts d'études mondiales, ainsi que des demandes faites aux chercheurs, poussés à produire des résultats ayant une pertinence politique plutôt que des publications scientifiques. Par contre, le système universitaire continue d'évaluer les chercheurs en fonction de leurs publications dans des revues scientifiques contrôlées par leurs pairs. Plusieurs directeurs exposèrent comment leurs institutions approchent ce problème. Les instituts doivent à la fois former les chercheurs et les encourager à émettre des conseils en matière de politiques tout en produisant des articles pour des revues scientifiques. Si c'est là l'avenir, si cette approche est possible, elle n'a

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 33

pas fait l'unanimité parmi les participants ; les vues et les stratégies pour traiter de ce compromis divergent. Pour moi, deux observations sont particulièrement importantes : il règne une grande hétérogénéité parmi les instituts européens de recherche en matière de développement, et ce qui est valable pour l'un ne l'est pas pour l'autre. Cette situation découle à la fois des différentes traditions universitaires, des historiques liés aux études du développement et des types de coopération et partenariats. Sans même mentionner ici les gigantesques différences de soutien institutionnel et politique et bien sûr les fonds qui en résultent…

Rapport de Birgit Habermann,
Commission pour les Etudes du développement
à l'Académie autrichienne des Sciences

Asymétries Nord-Sud dans les partenariats de recherche

Organisateurs : Institut d'études du développement international et métropolitain d'Amsterdam (AMIDSt), Pays-Bas ; Centre pour le développement et l'environnement (SUM), Norvège ; Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse ; Centre d'études africaines (CAS), Royaume-Uni

Intervenants : Desmond McNeill, SUM, Norvège
Louk de la Rive Box, Institut d'études sociales, La Haye, Pays-Bas
Claudia Zingerli et H. Andrés Uzeda V.A, Université de Zurich, Suisse
Barbara Becker et Lucien Diby, Centre de la recherche scientifique CRS-ETH, Zurich, Suisse et Côte d'Ivoire
Présidente : Isa Baud, AMIDSt, Pays-Bas

Desmond McNeill présenta l'expérience du Réseau de développement mondial (GDN en anglais). Mis en place par la Banque mondiale il y a 10 ans, le GDN est maintenant une organisation indépendante basée à Delhi. Deux thèmes prêtent plus particulièrement à controverse.

« Savoir mondial » : que signifie ce terme utilisé dans des conférences du GDN ? S'il ne se réfère pas à la totalité du savoir, il sous-entend alors une « essence » du savoir, distillée par quelqu'un selon certains critères. Qui décide ce qui est le mieux, ou le plus important, ou quoi ? Les gens du Nord ou du Sud ? Les scientifiques ou les décideurs politiques ? Les chercheurs ou ceux qui financent la recherche ? Les partisans des sciences « dures » ou « douces » ? Sélectionner ce qui rentre dans le savoir mondial est une question de pouvoir.

« Réseaux et pôles (hubs) » : l'idée de réseau de recherche est très populaire, mais, normalement, de tels réseaux fonctionnent grâce à un ou plusieurs pôles. Qui crée et maintient le pôle ? Dans le cas du GDN la Banque mondiale a été critiquée pour avoir sélectionné les pôles régionaux d'une manière peu démocratique et favorisé des centres de recherche économique. La relation entre les pôles régionaux et la Banque mondiale peut être considérée comme asymétrique. Une fois de plus, on ne peut éluder les questions de pouvoir.

L'EADI en tant qu'organisation est confrontée à ces questions dans ses relations avec ses associations sœurs, tout comme les membres de l'EADI qui collaborent avec des chercheurs du Sud. Le pouvoir est lié au contrôle des financements, aux priorités de recherche et à la formulation de projets, ainsi qu'aux revues scientifiques et à leur classement. Mais la situation est compliquée : « le Nord dans le Sud » – par ex. les institutions de recherche du Sud financées par le Nord et avec une partie de leur personnel venant du Nord ; et « le Sud dans le Nord » – des chercheurs et étudiants venant du Sud et travaillant ou étudiant dans le Nord. Nous espérons que cette table ronde servira de point de départ à une discussion ouverte et franche sur ce sujet difficile.

Louk de la Rive Box résuma les expériences néerlandaises de partenariats de recherche. La première alternative était l'ancien modèle axé sur l'offre : des chercheurs néerlandais, ou plus spécialement un nombre restreint d'instituts de recherches bien établis, avaient un pouvoir considérable pour déterminer qui reçoit des fonds et pour quelle recherche. L'autre extrême était une expérience lancée par Jan Pronk (alors Ministre néerlandais de la coopération), non seulement axée sur la demande, mais aussi impulsée par les priorités des utilisateurs locaux dans les pays concernés (par ex. les ONG). Selon ce dernier modèle, les chercheurs des Pays-Bas étaient presque entièrement exclus. Le modèle ayant le mieux réussi est un modèle intermédiaire dont la mise en œuvre en Inde a été extrêmement productive pour les deux parties. Mais un tel partenariat ne peut être couronné de succès que si un financement à long terme est assuré. De la Rive Box a critiqué les récentes et soudaines coupes budgétaires dont a été victime ce partenariat. Le partenaire indien, qui était dans la salle, a fourni des commentaires complémentaires.

De la Rive Box mit en garde contre les dangers d'un financement vite octroyé, excessif et demandant

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 34

des résultats rapides. Il cita l'exemple d'étudiants mozambicains de doctorat qui espéraient être payés 50 000 euros pour produire un article scientifique. Il souligna que plus le financement externe est élevé plus l'opportunisme est grand, et ce des deux côtés. Finalement il conclut en disant que plus l'asymétrie est grande, plus les bénéfices sont réduits.

Claudia Zingerli et **H. Andres Uzeda** (cette communication est sur le CD-rom) Claudia Zingerli expliqua qu'en fait elle portait deux casquettes, travaillant au sein d'un partenariat qui est aussi l'objet de sa recherche. Les études en matière de développement sont concernées par l'accès inégal aux ressources – une réalité vécue dans notre propre travail. Quelles formes de savoir ont de la valeur ? Les études sociales de la science peuvent apporter des informations précieuses pour se pencher sur ces questions. Les organismes de financement ont rendu la recherche en partenariat obligatoire et ont émis de nombreuses directives à ce sujet. En général les cadres d'évaluation des politiques scientifiques mesurent les résultats et non les processus. Les programmes à long terme sont encore assez rares. Souvent les défis de la pluridisciplinarité, des frontières, des cultures, des identités ne sont pas explicitement abordés. Le succès va continuer à être l'exception plutôt que la règle. Au niveau individuel, la recherche en partenariat exige beaucoup mais est très enrichissante.

Barbara Becker et **Lucien Diby**, deux chercheurs spécialistes de sciences naturelles, présentèrent un cas dans lequel ils furent impliqués en Côte d'Ivoire. En introduction Becker souligna que la recherche en Afrique sub-saharienne est sévèrement sous-financée : le budget total pour les 43 pays concernés n'est que trois fois le budget d'une université suisse. Elle rappela qu'il y a dix ans, la KFPE avait produit des directives (11 principes de recherche en partenariat) qui sont toujours en vigueur. Diby décrivit le cas et le cadre de cette collaboration en matière de recherche sur l'igname et la nutrition qui impliquait une université nationale et un centre régional de recherche agricole. Les leçons à retenir incluent l'importance d'une vision à long terme, l'harmonisation des priorités de recherche, le renforcement des infrastructures de recherche et la contribution des pays du Sud au financement de la recherche.

Points saillants de la **discussion** :

- Mener en collaboration un projet sur l'exclusion sociale à la fois dans le Nord et dans le Sud.
- Le dernier essai de DANIDA au Vietnam est de donner au récipiendaire le choix des thèmes et des instituts collaborateurs. Il est presque certain que la recherche de haute technologie sera préférée aux sciences sociales.
- Une relation de pouvoir peut-elle être symétrique ?
- Comment peut-on passer outre les bureaucrates de la recherche ? Les fondations privées, telles que Ford, sont plus démocratiques.
- Les directives de KFPE semblent un peu naïves. La suggestion d'avoir des intermédiaires est dangereuse. Des étudiants de doctorat ne peuvent pas avoir de relations symétriques avec leurs directeurs d'études.
- Les mêmes fautes sont faites et refaites. Les partenariats ne sont souvent que des semblants de partenariat.

Rapport de Desmond McNeill

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 35

Ateliers, Tables Rondes, Mini-symposium

Questions directes : le « Libre accès »

Organisateur : Groupe de travail de l'EADI « Gestion de l'information »

Intervenants : Leo Waaijers, Fondation SURF, Pays-Bas
Michel Wesseling, Bibliothécaire, Institut d'études sociales, La Haye, Pays-Bas
Jacques Charmes, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, France

Hôte et interviewer : Lawrence Haddad, IDS, Sussex, Royaume-Uni

Le mini-symposium *Questions directes : le « Libre accès »* qui s'est tenu lors de la Conférence générale de l'EADI à Genève a réuni un éditeur, un bibliothécaire, un chercheur et un avocat du libre-accès sous la présidence d'un directeur d'institut de recherche.

Le professeur Leo Waaijers (SURF Foundation) a ouvert le débat avec un exposé passionné sur un modèle hybride de publication d'articles de revue périodique sur un site Internet d'accès libre (c-à-d à consulter gratuitement en ligne).

Les discussions qui ont suivi ont abouti à la formulation de 10 messages clairs concernant le processus, les options et les progrès réalisés en matière d'accès libre dans le domaine de la recherche en développement.

1. Soutien de la recherche : plus de 800 institutions de recherche ont pris position en faveur de l'accès libre. En particulier, les responsables européens des Conseils de la recherche ont signé l'engagement d'offrir les résultats de leurs recherches en diffusion gratuite.
2. Soutien politique : les décideurs politiques agissent dans le même sens que les prises de position du Sénat et du Congrès des Etats-Unis, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE, mais jusqu'ici il y a eu très peu de commentaires venant du Sud.
3. Revues scientifiques évaluées par des pairs : les articles examinés par des pairs pour être publiés dans des revues scientifiques reconnues restent le principal indicateur utilisé pour évaluer les organisations de recherche, mais ces revues offrent maintenant des options d'accès libre. Les évaluateurs suivent la même procédure pour évaluer un article, (ils ne savent pas si celui-ci sera en accès restreint ou libre).
4. Périodiques hybrides : un périodique peut offrir un accès libre à un article publié dans le dit périodique pour une somme allant de 2000 à 3000 euros.
5. Avantage du nombre de citations : les citations d'articles en accès libre ont un avantage sur celles d'articles en accès restreint.
6. Niveaux d'accès libre : il y a tout un arc-en-ciel d'accords d'accès libre. BLANC : les éditeurs exigent des droits d'auteur et ne permettent aucune exemption ; JAUNE : les éditeurs autorisent une prépublication à diffusion ouverte ; BLEU : les éditeurs autorisent des postpublications ; VERT : les éditeurs autorisent pré- et postpublications, des périodes sous embargo et des changements et des exceptions peuvent être négociés ; OR : les éditeurs renoncent aux droits d'auteurs (revues en accès libre)
7. Action : On a fait la suggestion que les universités et instituts de recherche membres de l'EADI devraient signer la déclaration de Berlin puis créer leur propre dépôt institutionnel d'accès ouvert (idéalement ceci impliquerait la mise en place par la communauté des utilisateurs d'un service national de diffusion avec un projet d'accès ouvert en collaboration avec un groupe tel que eIFL (Electronic Information for Libraries).
8. Initiatives : certaines organisations démontrent la valeur de l'accès libre grâce à des initiatives innovantes.
9. Inquiétudes concernant le coût et les politiques du savoir : les discussions ont porté principalement sur la meilleure méthode permettant à un auteur de garantir l'accès libre moyennant paiement, sur les conséquences d'accès libre dans le Sud et sur le contenu des textes imprimés. Cette activité va-t-elle privilégier les grandes organisations ? Les politiques du savoir dans le Nord vont-elles devenir encore plus dominatrices ?
10. Pour réussir et pour réduire les coûts, il faut publier le véritable impact des revues périodiques. Si les périodiques en accès libre sont plus cités, leur valeur monétaire sera comparativement plus élevée. Ceci répond aux demandes accrues de financeurs de la recherche qui souhaitent que les résultats de la recherche soient largement disséminés.

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 36

Groupes de travail : communications présentées

WG 01 Politique de l'aide et efficacité

- From Project Aid to Budget Support : How far Have We Come and What Have We Gained in Latin America?
  Geske Dijkstra[1] and Kristin Komives[2] ([1]Erasmus Universiteit Rotterdam, Netherlands ; [2]Institute of Social Studies, The Netherlands)
- Ownership with Adjectives. Donor Harmonisation : Between Effectiveness and Democratisation – Synthesis Report
  Stefan Meyer and Nils-Sjard Schulz, FRIDE, Spain
- The Bumpy Road from Rhetoric to Reality – the EC on the Slippery Slope : Does the Governance Incentive Tranche Strengthen or Weaken Aid Effectiveness under the Umbrella of the Paris Declaration?
  Nadia Molenaers and Leen Nijs, Institute of Development Policy and Management, University of Antwerp, Belgium
- Poverty Reduction Strategies and Results-oriented Budgeting : A Case Study of Bolivia
  Niek de Jong, SEOR, Erasmus University Rotterdam
- Does Size Really Matter? Small Bilateral Donors and Programme-Based Approaches (PBAs) – Exemplified by Austria and Ireland
  Laura Leyser, London School of Economics and Political Sciences, UK
- The "Spirit of the Paris Declaration" Requires a Fundamental Reform of the ODA Concept.
  Michael Obrovsky, Austrian Research Foundation for International Development (ÖFSE), Austria
- Danish and EU Development Assistance : Any Possibilities for a Division of Labour?
  Lars Engberg-Pedersen, Danish Institute of International Studies, Denmark
- How Fit are Donors to Implement the Paris Declaration on Aid Effectiveness? Results from an Evaluation on Germany
  Guido Ashoff, Sven Grimm, Stefan Leiderer and Martina Vatterodt, German Development Institute (DIE), Germany
- Shifting Organisational Arrangements of Donors' Aid Administrations : A Critical Assessment of the Underlying Drivers of Change
  Eva Beuselinck[1] and Robrecht Renard[2] ([1]Public Management Institute – K.U.Leuven, Belgium ; [2]Institute of Development Policy and Management, Universiteit Antwerpen, Belgium)
- The Paris Declaration and Task Division among Donors : Messages from Donor Darlings
  Paul Hoebink, Centre for International Development Issues, Nijmegen, The Netherlands
- Policy Coherence : The Newest Fad in the International Discourse?
  Rolph van der Hoeven, ILO, Switzerland
- Redefining Relations between the EU and the ACP Countries : Main Challenges of EPAs
  Frederic Lapeyre, Catholic University of Louvain, Belgium
- Policy Coherence for Development of the Czech Republic : Case Studies on Migration and Trade
  Ondrej Horky, Institute of International Relations, Prague
- The Pacific Economic Partnership Agreement
  Stephen J. Dearden, Manchester Metropolitan University, UK
- Aid Regime at Work : European Aid and Transnational Policy-export into Nepal and Tanzania
  Lauri Siitonen, IDS, University of Helsinki, Finland
- Food Aid : Cooperation Strategies and Good Practices
  Francesco Burchi[1] and Sara Turchetti[2] ([1]University Roma Tre, Department of Economics. Italy ; [2]University of Florence, Department of Economics ; Italy)
- Security-related Development Cooperation of Small States
  Jan Pospisil and Stefan Khittel, Austrian Institute for International Affairs, Austria
- The Role of European Local Governments in Development Cooperation : Examples from the Netherlands and Germany
  Marike C. Bontenbal, Utrecht University, The Netherlands
- Compensatory Finance in the 21st Century
  Adrian P. Hewitt, Overseas Development Institute, London, UK
- An Evaluation of European Strategies to Involve the Private Sector in Energy Projects in Africa
  Lars Holstenkamp Leuphana, University of Lueneburg, Germany
- Development Cooperation in New EU Member States : The Role of Non-governmental Organisations
  Maja Bucar[1], Anja Mesic[2] and Eva Plibersek[3] ([1]Centre of International Relations, Faculty of Social Sciences, Slovenia ; [2]Sloga NDGO Platform ; [3]Ministry of Foreign Affairs, Republic of Slovenia)
- The Re-birth of Development Policies in Central and East European States
  Simon John Lightfoot and Irene Lindenhovius, University of Leeds, UK
- Hungarian Development Policy
  Beata Paragi, Institute of International Studies, Corvinus University of Budapest, Hungary
- The Role of Central and Eastern Europe in the EU's Development Policy
  Andras Tetenyi and Balazs Szent-Ivanyi, Corvinus University, Budapest, Hungary
- The Politics of Coordination in EU Development Policy
  Maurizio Carbone, University of Glasgow, United Kingdom

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 37

Groupes de travail : communications présentées

WG 02 Coopération en matière de formation

- Presentation by Thomas Biersteker, Graduate Institute of International and Development Studies, Geneva, Switzerland
- Presentation by Camilla Toulmin, International Institute for Environment and Development, UK
- Teaching Climate Change and Health : the Contribution of Development Studies and Sustainable Development
  Cassandra E. Bergstrøm, Department of International Environment and Development Studies (Noragric), Norway
- Space – the Essential Dimension of Sustainable Development
  Mogens Buch-Hansen, Roskilde University, Denmark
- The Structuring / Restructuring of a Global Agenda for Education and Development : a Framework for Inquiry
  Antoni Verger and Mario Novelli, Amsterdam Institute for Metropolitan and International Studies, The Netherlands
- Missing the Way? Taking a Critical Look at the Multiple Roles, Functions and Aims of Development Research in Austria.
  Birgit Habermann[1] and Margarita Langthaler[2] ([1]Commission for Development Studies at AAS, Austria ; [2]Austrian Research Foundation for International Development (ÖFSE), Austria

WG 03 Environnement et développement

- Global Environmental Governance and Politics of Ecotourism : Case Study of Cambodia
  Baromey Neth, Sam Ol Rith and Béatrice Knerr, Department of Development Economics, Migration and Agricultural Policy, University of Kassel, Germany
- Alternative Markets as Proxy's for Global Governance of the World Food System : the Case of Strengths and Weaknesses of Certified Organics as Institutional Vehicle for Sustainable Development.
  Henrik Egelyng, Danish Institute for International Studies, Denmark
- Making Free Trade Greener? The Challenge of Overcoming Incoherent Trade and Environmental Policies and the Role of Civil Society
  Astrid Carrapatoso, Albert-Ludwigs-Universität Freiburg, Germany
- La problématique des bois sacrés comme alternative à la prise en compte de l'environnement dans la gouvernance urbaine au Burkina Faso
  Augustin Kabore, Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, Burkina Faso
- Saisir la complexité plutôt que l'écarter : Vers de nouvelles pistes pour une réforme de la gouvernance internationale de l'environnement capable de répondre aux défis du développement durable
  Romain Taravella and Philippe Le Prestre, IHQEDS, Canada
- Ouverture commerciale et CO2-efficacité : Evidence en termes d'efficience productive pour le MENA
  Kodjo Kodjo-Komna, Université Nancy 2, France

WG 04 Europe et Asie

- CSR, Corporate Welfare and Changes in Capitalism
  Felix Behling, Department of Sociology, University of Essex, United Kingdom
- North Korea : East Asian Socialism, Capitalism, or What? An Analysis of Past and Current Developments
  Ruediger Frank, University of Vienna, East Asian Institute, Austria
- The Changing Nature of Chinese Socialism : Comparative Perspective
  Dingping Guo, China, Fudan University, Shanghai, China
- Inspiration from Small Business Supporting Policies. Primary Inspection the Definition of SME
  Minghui Chen[1] and Yichun Lin[2] ([1]National Cheng-Chi University, Taiwan ; [2]The Council for Economic Planning and Development, Taiwan)
- Impact of the Economic and Social Reforms on Macroeconomic Situation in Slovenia
  Marjan Divjak, Office of the Prime Minister of the Republic of Slovenia
- Inter-firm Relations and Regional Development : Experiences from the Central Visayas, Philippines
  Bram van Helvoirt and Guus van Westen, Utrecht University, The Netherlands
- Economic Development and Poverty Reduction in Korea : Governing Multi-functional Institutions
  Huck-ju Kwon, Seoul National University, South Korea
- Africa : a Touch-Stone for China-EU Relations?
  Liqun Tong, Shanghai Institute for International Studies, China
- Transformative State Capacity in China : Self-Governance of the "New Rural Cooperative Medical System"
  Sascha Klotzbücher and Peter Lässig, Institute of East Asian Studies, University of Vienna, Austria
- To What Extent is Asian Capitalism Harmful for the Environment? The Neo-Malthusian Hypothesis Tested in the Case Study of CO2 Emissions in India
  Luca Molinas, Center for Development Studies, Sapienza University of Rome, Italy

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 38

Groupes de travail : communications présentées

- China, India and the EU : Regional and Inter-Regional Perspectives
  India as Promoter of Regional Development and the Role of the EU
  Dana de la Fontaine, University of Kassel, Germany
- Asymmetries in Priorities : 21st Century Neo-Capitalisms at Work in Setting Health Policy Agendas in Asia.
  Nandita Bhan, Public Health Foundation of India (PHFI), India

WG 05 Europe et Amérique latine

- The Changing Coordinates of Trade and Development in Latin America : Implications for Policy Space and Policy Coherence
  Manuel Mejido Costoya[1], Peter Utting[2] and Gloria Carrión Fonseca[3], UNIGE[1], Switzerland, UNRISD[2], Switzerland ; ICTSD, Switzerland[3]
- Socially Responsible Attitude or Commercial Strategy : A Global Compact Case
  Débora V. Ferreira and Delane Botelho, Fundação Getúlio Vargas, Brazil
- Analytical Governance on Latin America Health Care Systems
  Ernesto P. Báscolo, Instituto de la Salud Juan Lazarte, Argentina
- Regional Integration in Latin America – The Dawn of a New Era?
  Frank T. Mattheis, Centre for Higher Studies, University of Leipzig, Germany
- Is Regionalization the Way?
  Carlos A. Esparza, COPLADEZ, Mexico
- Les scénarios contradictoires de la CAN et de la nation andine
  Juan C. Bossio Rotondo, France
- Assessment of Governance Quality in Europe and Latin America : What is Different?
  Kresimir Jurlin, Institute for International Relations, Croatia
- Latin America, Europe and Beyond : Problematising the Comparative Study of Regionalisation
  Philippe de Lombaerde, UNU-CRIS, Belgium

WG 06 Genre et développement

- Gender and Peace Building : Women's Peace Activism in El Salvador
  Irantzu M. Azkue, HEGOA, Institute of Development Studies and International Cooperation, University of the Basque Country, Spain
- Engendering New Aid Modalities : Rationale, Experiences to Date and Suggestions for Improvement
  Nathalie Holvoet, Institute of Development Policy and Management, University of Antwerp, Belgium
- Poverty Alleviation and Gender Empowerment through Entrepreneurship in South Africa : Opportunities and Challenges (Poster Presentation)
  Alain Ndedi and Emilie Kinfack, YENEPAD, South Africa
- Matrilineal Khasi Society and Gender Issues in Governance (Poster Presentation)
  Durgadas Mukhopadhyay, Delhi University, India
- Innovations organisationnelles et développement : l'impact de la structure sexuelle des tontines camerounaises sur la nature dichotomique traditionnelle des rapports hommes/femmes et les objectifs socio-économiques des ménages (Poster Presentation)
  Thierry Amougou, IED, UCL, Belgique
- Pourquoi les ONG devraient-elles donner une place plus importante aux femmes dans leurs projets de développement agricole ? (Poster Presentation)
  Marie Ange Baudoin, ULB université libre de Bruxelles, Belgique
- Young African Women Engaging the Public Sphere : Further Notes on Transformative Capacities
  Roseline M. Achieng, CODESRIA, Senegal
- Seeing Like Women in the Context of North-South Local Government Cooperation.
  Between Municipalities of Hauho and Hartola with the Iramba District in Tanzania
  Marja-Liisa Swantz, Institute of Development Studies, University of Helsinki, Emerita, Finland
- The Associational Patterns of Farming Women and Men in Western Shewa in Ethiopia
  Åsa Torkelsson, Stockholm University, Sweden
- Right to Be Born : a Study on Femicide
  Hilaria Soundari, Gandhigram Rural University, India
- Implications of Household Gender Budgeting for Sustainable Development? A Case Study in India
  Nirmala Velan, Pondicherry University, India
- The Need for Effective Institutional Mechanisms for Gender Mainstreaming in the National Governance Structure :
  The Case of Gender Responsive Budgeting in Bangladesh
  Priyanka Debnath, Graduate Institute of International and Development Studies, Switzerland

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 39

Groupes de travail : communications présentées

- How Micro-Credit Could Be More Useful Mechanism for Poverty Reduction among the Extreme Poor Women? An Explorative Scenario Analysis from South-Western Bangladesh
  Saleh Ahmed, International Labour Organisation, Switzerland
- Pathways out of Poverty : Micro-Entrepreneurship Among Low-Income Women in Israel
  Amalia Sa'ar, University of Haifa, Israel
- Why are Water User Associations Social- and Gender-Blind? The Case of China
  Caizhen Lu, Institute of Social Studies, The Netherlands
- Between the Devil and the Deep Blue Sea : Women's Access to Land and Water in Chókwè Irrigation Scheme
  Roberta Pellizzoli, Department of Politics, Institutions, History, University of Bologna, Italy

WG 07 Gouvernance

- Coherence in Global Governance : The Case of Trade and Environment
  Archna Negi, Jawaharlal Nehru University, India
- The Outline of the Critical Issues Related to the Multilateral Governance of the Sustainable Development
  Jakub Krc and Eva Cihelkova, Department of World Economy, University of Economics, Czech Republic
- The Rise and Demise of the Social Clause Proposal in the Doha Round : Implications for the WTO-ILO Coherence Quest
  Simon Pahle, Department of International Environment and Development Studies (NORAGRIC), Norwegian University of Life Sciences, Norway
- Le rôle du secteur privé dans la Gouvernance Internationale de l'Environnement (GIE) : de « rule taker » à « rule maker » ?
  Célio Andrade et Romain Taravella, Institut Hydro-Québec en Environnement, Développement et Société (EDS), Université Laval, Canada
- Drivers and Barriers for the Adoption of Global Sustainable Development Policies. A Review of the Experience with Agenda 21 and the United Nations Decade of Education for Sustainable Development in Vietnam.
  Katja E. Pellini, UNESCO Hanoi Office, Viet Nam
- La sécurité alimentaire et environnementale des pays en développement face à l'incohérence des normes internationales et européennes
  Armelle Guignier, Centre de Recherches Interdisciplinaires en Droit de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l'Aménagement (CRIDEAU), France
- The Human Rights Imperative for Policy Coherence – Deficits and Transformation
  Ursula Werther-Pietsch, Austria
- Anarchy vs. Coherence in Global Health Governance
  Wolfgang Hein, German Institute of Global and Area Studies (GIGA), Germany
- Policy Incoherence in the 'Good Governance' Agenda : the Case of Decentralisation and Community-based Development in Morocco
  Sylvia I. Bergh, Institute of Social Studies, The Netherlands
- Tax Haven and Development Partner : Incoherence in Dutch Government Policies
  Francis Weyzig and Michiel Van Dijk, Centre for Research on Multinational Corporations, Netherlands
- The European Consensus on Policy Coherence : The Development and Trade Policy Goals in Normative Governance of the EU's External Action
  Marikki Stocchetti, Institute of Development Studies, University of Helsinki, Finland
- EU Human Rights and Democracy Promotion in Central Asia : From Lofty Principles to Lowly Self-Interests
  Gordon Crawford, University of Leeds, Centre for Development Studies, United Kingdom
- Governance and Agency in the Global Horticulture Chain : the Case of Global GAP
  Anne Tallontire[1], Valerie Nelson[2] and Maggie Opondo[3] ([1]Sustainability Research Institute, University of Leeds, United Kingdom ; [2]Natural Resources Institute, University of Greenwich, UK ; 3University of Nairobi, Kenya)
- Creating Coherent Global Action : The Case of Global Action Networks
  Steve Waddell[1,3] and Sanjeev Khagram[1,2] ([1]GAN-Net, United States of America ; [2]Marc Lindenberg Center, University of Seattle, Washington ; [3]Institute for Strategic Clarity)
- Global Marshall Plan as Key Tool for Implementing Sustainable Development
  Pavel Novacek and Peter Mederly, Department of Development Studies, Palacky University, Czech Republic
- Global Governance and Debt Relief
  Geske Dijkstra, Erasmus University Rotterdam, The Netherlands
- Breaking the Curse : Governing the Dynamic between Natural Resources and Violent Conflit
  Volker Franke, Aimée Hampel-Milagrosa et Jolien Schure, Bonne International Centre for Conversion (BICC), Germany

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 40

Groupes de travail : communications présentées

WG 08 Stratégies d'industrialisation

- Le modèle de développement chinois sert-il le développement durable ou le sous-développement durable en Afrique subsaharienne ?
  Thierry Amougou, IED, UCL, Belgique
- China – Nigeria Economic Cooperation : Conceptualization, Contending Issues and Prospects and its limplications for the West African Sub-Regions
  Akongbowa B. Amadasun, Benson Idahosa University, Nigeria
- Ghanaian Graduates in Enterprise : Policy Challenges for Enterprise Development
  Jerome R. Awortwe-Abban, Institute of Social Studies, The Netherlands
- Sino-African Bilateral Investment Treaties : Implications for Economic Development
  Axel Berger, German Development Institute (DIE), Germany
- Les effets pour la Guinée de l'irruption de la Chine et de l'Inde : compétitifs ou complémentaires
  Sékou Doumbouya and Ibrahima Gassama, Groupe de Recherche et d'Appui au Développement Economique et Social, Guinée
- The Rising Profile of China's Energy Consumption & Implications for Africa's Oil & Gas Industry
  Samuel A. Igbatayo, Igbinedion University, Nigeria
- Analyse du rôle de la Chine en Afrique
  Bamba Ka, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Sénégal
- Les petits commerçants et entrepreneurs chinois au Mali et Sénégal
  Antoine Kernen and Benoît Vulliet, Université de Lausanne, Suisse
- China and Africa : The Dynamics and Prospects of a New Model of South-South Cooperation
  Chibuzo N. Nwoke, Nigerian Institute of International Affairs, Nigeria
- Chinafrique et industrialisation pétrolière en Afrique
  Etanislas Ngodi REMIDAC, Congo
- Opening the Black Box of China-Africa Relations : the Magnitude and Composition of Chinese Investments in Zambia
  Peter Kragelund, Danish Institute for International Studies, Denmark
- The Rise of China and Other New State Donors as a Challenge to the Development Paradigm? Some Basic Considerations.
  Clemens Six, Austrian Development Foundation (ÖFSE), Austria
- Business as Usual or Yellow Man´s Burden : Chinese Labour and Development Policies in Africa
  Marina Thorborg, Institute for Life Sciences, Södertörn University College, Sweden
- From Margin to Centre : The Emerging China, Sino-African Relations and Prospects for Sustainable Development in Africa
  James E. Wanki, University of Limerick, Ireland
- The EU's Response to China's Africa Safari
  Uwe Wissenbach, European Commission, Belgium

WG 09 Migration internationale

- Capital and Human Flows between Europe and Latin America. A Complementary Relationship? The Case of the Andean Migration in Spain
  Gemma Pinyol and Anna Ayuso, CIDOB Foundation, Spain
- Some Characteristics of the Ecuadorian Immigrants in Murcia and their Influence in the Remittances Sending to Ecuador
  Cristian Vasco, Ecuador
- Remittance Sending Mechanisms and Impacts on the Conflict Ridden Area : Case of Somalia and Somali Migrants in Finland
  Paivi Pirkkalainen, University of Jyvaskyla, Finland
- Consequences of the Romanian Work Migration over the UE's Countries. Case Study : the Roma's Minority
  Delia Popescu and Dorina Tanasescu, Valahia University of Targoviste, Romania
- Migration and Remittances as a Household Strategy : The Case of Turkish Migrants in Germany (Poster Presentation)
  Ertan Oktay and Idris Akkuzu, Turkey-EU Research/Training Center, Maltepe University, Turkey
- Circular Migration and Social Protection in Aceh, Indonesia
  Treena S Wu, University of Maastricht, The Netherlands
- Innovation in Africa : a Hierarchy of Developmental Needs and Acknowledging the Role of the Diaspora
  Kimberly C, Ochs, London School of Economics, United Kingdom / German Institute of Global and Area Studies, Germany
- Migration in East Java, Indonesia : Implication for Family Welfare and Rural Development
  Wildan Syafitri, Department of Economics Development, Migration and Agriculture Policy, University of Kassel, Germany
- Financial Development and Macroeconomic Stabilization through Remittances? Potential Contribution and Modes of Governance (Poster Presentation)
  Barbara Fritz, Christian Ambrosius and Ursula Stiegler, Freie Universität Berlin, Germany

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 41

Groupes de travail : communications présentées

WG 10 Savoir, politique et pouvoir

- Developing a Governance Partnership Between the Traditional and the Modern : The Quest for Sustainable Development Governance in Malaysia
  Abdul H. Shah, Abdul S. Hadi, Ahmad F. Mohamed and Shaharudin Idrus, LESTARI, UKM, Malaysia
- Development and the Politics of Age : an Analysis of Evidence-Informed Policy Entrepreneurship Approaches
  Nicola Jones and Andrew Sumner, Overseas Development Institute (ODI), United Kingdom
- Reaching the Policy Table : The Role of Knowledge & Assessment Mechanisms in the Process of Promoting Policy Coherence for Development
  Niels Keijzer, James Mackie and Paul Engel, European Centre for Development Policy Management (ECDPM), The Netherlands
- "Moral Knowledge" in Development : A Concept for the Analysis of Norms and Values in Developmental Policy Making
  Fabian Scholtes, Centre for Development Research, University of Bonn, Germany
- Policy Formation in Donor Agencies : The Case of Nutrition Policy
  Andrew Sumner, Lawrence Haddad and Johanna Lindstrom, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK

WG 11 Pauvreté multidimensionnelle

- Counting and Multidimensional Poverty
  Sabina Alkire1 and James Foster[2] ([1]Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), United Kingdom ; [2]Vanderbilt University)
- Beyond "Business as Usual" : Does International Development Need a Concept of Well-being?
  J. Allister McGregor, University of Bath, United Kingdom
- After 2015: What Could Development Studies Be?
  Andrew Sumner and Michael Tribe, Institute of Development Studies, University of Sussex, UK
- Weighting Dimensions of Poverty based on People's Priorities
  Hans De Kruijk[1] and Martine Rutten[1,2] ([1]Erasmus University Rotterdam, The Netherlands ; [2]Ministry of Finance, The Netherlands)
- Human Development in Southeast Europe
  Edvard Jakopin and Sonja Tontic, Republic Development Bureau, Serbia
- A Global Measurement Approach versus a Country-Specific Measurement Approach – Do They Draw the Same Picture of Child Poverty? The Case of Vietnam
  Keetie Roelen, Franziska Gassmann and Chris de Neubourg, Maastricht Graduate School of Governance, The Netherlands
- In Search of Policies for Those Likely to Be Left Behind by the MDGs
  Meera Tiwari, International Development Studies, University of East London, United Kingdom
- From Millennium Development Goals to Sustainable Development Goals : What are We Sustaining? What Have We Ignored? The Specific Case of the Environment, Mental Health and Climate Change.
  Andrew Crabtree, Copenhagen Business School, Department of Intercultural Communication and Management, Denmark
- Toward MDG7 Through Development Aid or Emissions Trading?
  Charlotte Kautt, University of Zurich, United Kingdom
- Identifying the Capability-Poor : Problems and a Proposal
  Ortrud Lessmann, Germany
- Exploring the Potential of Mobile Internet Services in Emerging Countries : a Look towards the Future
  Gianluca C. Misuraca, EPFL, Switzerland
- Water and Sanitation for All? Rural versus Urban Provision
  Susanna Wolf, UNECA, Ethiopia
- After 2015 Should Noncommunicable Diseases be Included in the Next Generation of MDGs?
  Johanna Witt, University of East London, UK
- Technology Transfer for Women in Nepal : Applying Anderson's Framework and Implications for the MDGs
  Jessica L. Haydon, University of East London, UK
- Pirates, Prostitutes and What's after the MDG's
  David Durkee, The University of East London, UK

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 42

Groupes de travail : communications présentées

WG 12 Transformation dans le sytème mondial

- Globalization and Governance of Uncertainty
  Mattias Larsen, Department of Peace and Development Research, Gothenburg University, Sweden
- The Heiligendamm Process and Emerging Powers : More of the Same or Genuine Global Governance Innovation?
  Garth Le Pere[1], Julia Leininger[2], Mario Riestra[3] and Thomas Fues[2] ([1]Institute for Global Dialogue, South Africa ; [2]German Development Institute, Germany ; [3]Centro de Estudios de las Finanzas Públicas, Mexico)
- UNEP Institutional Reform and Its Impact on Developing Countries
  Chengxin Chen, Chinese Academy Of Social Sciences in PR China, South Centre in Switzerland, German Development Institute, Germany
- Legitimate Governance Beyond the Nation-State in Comparison. Global Efforts for the Protection of Forests
  Ingo Take, Institute of Political Sciences, University of Greifswald, Germany
- Regional Sustainable Development Governance Opportunities : The Case of NEPAD
  Sirkku K. Juhola, University of Jyväskylä, Finland
- Coopération transfrontalière : vers des nouvelles formes de gouvernance?
  Barbara Despiney, GEMDEV, France
- Managing Conditional Trust – The Resource Curse and the Factors Affecting Conflict
  Ricardo Sousa, Portugal
- Monetary Unions in Africa – Lessons Learned from the Establishment of the West African Economic and Monetary Union and Outlook for a Single Currency in the ECOWAS Sub-Region.
  Anna Borgström Korba, Prague University of Economics, Czech Republic
- Governance Transformation at the Periphery : the Southern Africa Development Community and Regional Economic Restructuring in Southern Africa
  Arrigo Pallotti, University of Bologna, Italy
- La gouvernance pétrolière en Afrique Centrale. Notes de sociologie (cosmo)politique à partir du pipeline Tchad-Cameroun
  Armand L. Essomba, Université de Yaoundé I, Cameroun/ Institut de Sociologie de Neuchatel, Switzerland
- Energy Sovereignty in Multilateral Clothing? India's Responses to Global Energy Challenges
  Jeanne Lätt, Asiye Öztürk and Pamela Baijal, German Development Institute, Germany
- Authoritarian Modernization or no Modernization at all? Sources of Stability in Contemporary Russia
  Philipp P. M. Casula, University of Basel, Switzerland
- Transformation of World Economics Management : From Political Bipolarity to Financial Dualism
  Katarzyna Zukrowska, Warsaw School of Economics, Poland

WG 13 Sociétés transnationales et développement

- How Do Transnational Corporations Influence Poverty as Capability Deprivation?
  Juergen Volkert and Vanya Petrova, Pforzheim University, Germany
- Building Sustainable Peace in Fragile Delta Region of Nigeria
  Margaret A. Humphrey, Perth & Kinross Community Mediation Services, United Kingdom
- Telecommunications and Development in Latin America : the Role of Multinationals
  Juan R. de Laiglesia, OECD, France
- Changes in the Innovation Activity of Transnational Corporations. Implications for Poland
  Anna Zorska, Warsaw School of Economics, Poland
- Réguler l'investissement (international) ou réguler les firmes (transnationales)?
  Pierre Berthaud, Université Pierre Mendès France Grenoble/ UMR LEPII, France
- International Framework Agreements for Sustainable Development : a Critical Assessment
  Kostas Papadakis[1], Giuseppe Casale[2] and Katerina Tsotroudi[3] (1International Institute for Labour Studies, ILO, Switzerland ; [2]Social Dialogue, Labour Law and Labour Administration Department, ILO, Switzerland ; [3]International Labour Standards Department, ILO, Switzerland)
- Challenger firms from India : The Rise of Outward Foreign Direct Investment from India
  Michael W. Hansen, Copenhagen Business School, Denmark
- South-South FDI : The Case of Hungary
  Katalin Antalóczy[1] and Magdolna Sass[2] ([1]Finance Research Ltd., Hungary, [2]Institute of Economics of HAS, Hungary)
- Vietnam's New Industrial Policy – the Role of the Sub-national Business Environment in Facilitating Foreign Direct Investment
  Richard Record, Institute for Development Policy and Management, Manchester University, UK
- Cluster Development and FDI Attractiveness : Review and Summary of the Literature
  Walliya Premchit, Louis Pasteur University, France

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 43

Groupes de travail : communications présentées

- The Impact of FDI on the Host Country : Suppliers and Clusters in Hungary
  Magdolna Sass[1] and Miklós Szanyi[2] ([1]Institute of Economics of HAS, Hungary ; [2]Institute for World Economy of HAS, Hungary)
- Relationships Between Multinationals and Indigenous Suppliers in the Automotive Sector of Emerging Countries. The Czech Case :
  Eric Rugraff, Université Robert Schuman Strasbourg, France
- Promoting Small and Medium Scale Enterprise Clusters in Sub-Saharan Africa : The Role of Investment and Linkages with Transnational Corporations (TNCs)
  Osmund Osinachi Uzor, IWIM, FB7 University of Bremen, Germany
- Strategies in Outsourcing Relations : Firm Cases from Vietnam
  Henrik Schaumburg-Müller, Centre for Business and Development Studies, Copenhagen Business School, Denmark
- Policies and Institutions on TNC-SME Linkages : The Brazilian Case
  Delane Botelho[1] and Mike Pfister[2] ([1]EBAPE-FGV, Brazil ; [2]UNCTAD, Switzerland)
- Corporate Social Responsibility – a Reality or Just a Fiction?
  Premysl Prusa, University of Economics in Prague, Czech Republic
- "Business Drivers of Change" in Global Governance : Trans-National Corporations Take Positions and Action Towards the Millennium Development Goals
  Jochen F. Weikert[1], Djordjija Petkoski[2] and Luiz Ramalho[1] ([1]InWEnt Capacity Building International, Germany ; [2]World Bank Institute)
- Foreign Direct Investment and Sustainable Development : A Potential Partnership for Venezuela?
  Donna L. Arrondelle, University of East London, UK

WG 14 Gouvernance urbaine

- Institutional and Consumer Contestations over Water : Case of Chennai Metro Area
  N. Sridharan, School of Planning and Architecture, India
- Energy and the Urban Poor : Where the Private Sector Fears to Tread
  Joy S. Clancy, Department of Technology and Sustainable Development, University of Twente, The Netherlands
- Inadequate Decentralization or Incapacitated Local Governments? An Explanation of Poor Urban Service Delivery in India
  Babu Jacob, Centre for Management Development, Thiruvananthapuram, India
- The Interactions between Government and Community Associations in Brazil : the Solidarity Credit Program for Housing Funding
  Maria L. Malard and Jupira G. Mendonca, Universidade Federal de Minas Gerais (UFMG), Brazil
- Land Occupation and Management Plan for Areas of Conflict and of Environmental and Social Interest in Santo Andre, within the Metropolitan Region of Sao Paulo, Brazil
  Francisco de Assis Comarú[1], Giselle M. Tanaka[2], Juan C. Cristaldo[2], Ricardo Sousa Moretti[2], Margareth M. Uemura[2], Rosana Denaldi[2], Sebastião N. Vaz[2], Jeroen Klink[1] and Gabriel Tashima[1] ([1]Federal University of ABC Region, Brazil ; [2]Municipality of Santo Andre, State of Sao Paulo, Brazil)
- Une politique durable de l'habitat : le cas du Chili
  Marlene A. Simeon, I.R.G.E.I., Université Paris II-Assas, France
- Negotiating Urban Housing : Rights, Vulnerabilities and Resilience
  Yvonne A. Coker, University of Jyväskylä, Finland
- Land use, Land Allocation and the Environment in Kumasi and its Peri-Urban Communities of Ghana
  Sampson E. Edusah, Bureau of Integrated Rural Development (BIRD), Ghana
- Les *Gated Communities* en Inde : la fermeture de l'espace urbain, à l'interface entre politiques publiques et appropriation privée
  Isabelle Milbert, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse
- Labour-oriented Participatory Approaches as Instruments of Urban Governance
  Edmundo Werna and Carlien van Empel, International Labour Office, Switzerland
- Informal Activities, Environmental Issues and Urban Sustainable Development : Representations, Discourses, Practices and Conflicts in Some West African Cities
  Jean-Fabien Steck, Université de Paris 10-Nanterre / GEMDEV, France
- Lorsque les discours ne s'emboîtent pas ! De la prise en compte du découpage spatio-temporel de la ville pour une plus grande pertinence de l'information
  Frederique Jacob, Université de Provence, France
- Beyrouth : Mondialisation et conflit urbain
  Fabrice Balanche, Université Lyon 2, France
- La gouvernance dans les projets d'équipements marchands en Afrique
  Benjamin Michelon, EPFL, Suisse

rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:44 Page 44

Liens Internet

www.gc2008.net
Le site web de la conférence contient le programme détaillé, les noms de contact des groupes de travail, les communications, un blog avec les rapports de séance, une galerie de photos de la conférence et le rapport de conférence en format pdf.

www.edc2020.eu
Le site web de la Coopération européenne au développement contient un rapport de la séance parallèle organisée dans le cadre de la conférence générale de l'EADI sur les questions émergentes en matière de coopération ainsi que les interviews vidéo de deux panellistes.

Liste des orateurs, intervenants et participants
La liste complète peut être consultée sur le site web de la conférence

Rédaction :
Janine Rodgers, Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse

Traduction :
Janine Rodgers,Genève, Suisse
Bernard Gilson, Bonn, Allemagne

Maquette et mise en pages :
Atelier Françoise Ujhazi, Genève, Suisse

Imprimerie :
Druckerei Brandt, Bonn, Germany

Février 2009

couv. rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:51 Page 4

couv. rapport français 02.03.09.qxp 2.3.2009 13:51 Page 1

L'Institut de hautes études internationales et du développement exprime sa reconnaissance
et remercie les institutions suivantes pour leur soutien financier à la 12e Conférence Générale de l'EADI

Schweizerische Eidgenossenscha
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FORMIN.FINLAND.FI
MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS OF FINLAND

AUF
Agence universitaire de la Francophonie

afd
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

iss
Institute of Social Studies

IEDES
institut d'étude
du développement
économique et social

GOBIERNO
DE ESPAÑA

MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES
Y DE COOPERACIÓN

UNIVERSITÉ
DE GENÈVE
FORMATION CONTINUE

POST TENEBRAS LUX